

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2688 - JEUDI 18 AOÛT 2016

MASSACRES DE BENI

Des mesures sécuritaires d'urgence s'imposent



Le territoire de Beni au Nord-Kivu-

Les options levées lors de la dernière réunion du Conseil supérieur de la défense tenue à Goma sous la présidence du chef de l'État n'ont pas été divulguées. Cependant, l'important dispositif sécuritaire observé à Rwangoma donne la mesure de la détermination de l'autorité d'en finir cette

fois-ci avec les rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées, responsables présumés des massacres survenus le week-end dernier à Beni au Nord-Kivu.

C'est avec circonspection que la population locale observe la nouvelle donne sécuritaire que veut imposer le gouver-

nement dans la contrée tout en s'interrogeant sur sa réelle efficacité. Excédée, elle sollicite, via des structures de la société civile, le déplacement de l'état-major des FARDC de Beni vers les localités proches des zones d'opération afin de dissuader toute velléité d'attaque. [Page 12](#)

L'APRÈS 20 DÉCEMBRE

Washington redoute un scénario catastrophe

L'émissaire du département d'État pour l'Afrique des Grands lacs participait cette semaine, à côté d'autres invités, à une conférence de l'institut Brookings sur l'actuelle crise politique que connaît le pays. Thomas Perriello a attiré l'attention de l'opinion internationale sur le danger que court la RDC en cas de non-respect de l'échéance du 20 décembre 2016 qui, constitutionnellement, est censée consacrer l'alternance démocratique.

L'ambassadeur de la RDC à Washington a, pour sa part, dénoncé la stratégie de l'opposition qui, pour parvenir à ses fins, cherche à utiliser la rue, sans donner des garanties quant à sa capacité à gérer l'après chaos. Et d'avertir qu'il n'y a aucun intérêt à créer une deuxième Libye en Afrique centrale. [Page 12](#)



Thomas Perriello

EMPLOI CHEZ LES 15 À 24 ANS

Un taux moyen de douze pour cent de jeunes chômeurs en RDC

À en croire les indicateurs de développement dans le monde (Banque mondiale, BM), l'Afrique serait la région du monde où l'on trouve les taux les plus élevés des chômeurs de cette tranche d'âge. La RDC a une population de chômeurs représentant environ 12 %

des jeunes de 15 à 24 ans. Pour nombre d'experts, il est important pour tout pays de disposer de ce genre de statistiques pour assurer la réussite des politiques nationales de l'emploi. Se référant aux données de l'Institut national de la statistique (INS 2015), la

source officielle congolaise, il se dégage que les actifs de plus de dix ans représentent au moins 56 % de la population globale, soit près de 29 millions d'individus. Sur le continent, l'Afrique du Sud vient en tête avec près de 53 % de jeunes chômeurs. [Page 15](#)

FIÈVRE JAUNE

Plus de sept millions de personnes à vacciner à Kinshasa

Du 17 au 26 août, plus de sept millions de personnes seront vaccinées contre la fièvre jaune dans la capitale congolaise. Tout le monde sera vacciné, allant de neuf mois à plus. Le ministre de la Santé publique a insisté sur le fait que même les femmes enceintes devront être vaccinées durant cette campagne parce que, a-t-il dit, « nous sommes dans un contexte d'épidémie ». À Kinshasa, la campagne préventive de vaccination contre la fièvre jaune cible trente deux zones de santé, à l'exception de Kinsenso, N'Djili et Masina II qui



Un enfant en train d'être vacciné

avaient déjà vacciné contre cette maladie déclarée épidémique dans trois provinces du pays, en l'occurrence Kwango, Kongo central et Kinshasa. La validité du vaccin est d'une année. Cette action précède une prochaine campagne de vaccination censée conférer une immunité à vie à la population. [Page 13](#)

ÉDITORIAL

Politique (1)

À l' lendemain d'une Fête nationale qui a marqué de façon claire l'unité du Congo et démenti les pronostics pessimistes de nombreux observateurs, la question du rééquilibrage des forces qui s'activent sur la scène politique intérieure apparaît plus que jamais d'actualité. Si, en effet, les citoyens congolais ont adopté une nouvelle Constitution et choisi librement leur Président ils ne se sont pas encore prononcés sur la composition des institutions appelées à voter en leur nom les lois de la Nouvelle République. Choisir les députés et les sénateurs qui les représenteront au sein du Parlement s'impose donc dès maintenant comme l'évènement clé des mois à venir.

S'il revient au pouvoir exécutif de décider, dans le cadre de la nouvelle Constitution, à quelle date se tiendront ces scrutins décisifs à tous égards, il incombe aux partis et aux formations politiques de s'y préparer sans plus attendre. Car la bataille s'annonce rude, dans le camp de l'opposition comme dans celui de la majorité.

Côté opposition le plus grand désordre règne avec, d'une part, le groupe des irréductibles qui a perdu la bataille du renouvellement de nos institutions mais ne démord pas du radicalisme dont l'ont imprégné certains de ses dirigeants et, d'autre part, le groupe des réalistes, nettement plus puissant, qui espère regrouper autour de lui les multiples formations, associations, groupuscules hostiles au pouvoir en place. Même si l'UPADS, très présente à Madingou il faut le rappeler, tient le haut du pavé il lui faudra manoeuvrer avec finesse si elle veut bénéficier du statut officiel que confère à l'opposition républicaine le nouvel Acte fondamental.

Côté majorité le problème est bien différent. Il concerne le Parti congolais du travail qui détient les rênes du pouvoir depuis plusieurs décennies, mais qui n'a toujours pas opéré la mutation intérieure que de nombreux adhérents attendent et espèrent. Même si cela ne s'exprime pas publiquement il existe, au sein même de cette formation politique, un fossé entre traditionalistes et modernistes qui ne cesse de se creuser au fil du temps et qui pourrait, si ses dirigeants n'y prennent garde, déboucher un jour sur une rupture intérieure. D'où la nécessité d'engager dès à présent une réflexion collective sur l'avenir du parti. (A suivre)

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Le Sénat adopte la loi portant code des hydrocarbures

Au terme de sa quarante-deuxième session ordinaire intervenue le 13 août dernier à Brazzaville, la chambre haute du parlement a examiné et adopté deux projets de loi dont celui portant code des hydrocarbures.

Dénommée loi numéro 24-94 du 23 août consacrant le régime du partage de production, celle-ci a permis au Congo, de percevoir des revenus pétroliers substantiels à la faveur des hausses des prix du pétrole sur le marché international.

Ce code des hydrocarbures, qui a connu une révision selon le cadre juridique et fiscal du secteur pétrolier, a pris en compte les préoccupations régulièrement exprimées par les sociétés pétrolières.

Inspiré des études comparatives des cadres juridiques et fiscaux réalisés par l'Association des pays producteurs de pétroles africains (APPA), il reprend les principales dispositions du code des hydrocarbures de 1994, et en consacre des nouvelles pour permettre de relever les défis de l'industrie pétrolière et répondre ainsi aux attentes des différentes par-

ties prenantes. À cet effet, les nouvelles dispositions promues, prennent en compte quelques propositions au titre du renforcement du contrôle de l'Etat, du soutien de l'activité pétrolière, de la clarification du régime fiscal, de l'amélioration des revenus de l'Etat, du contenu local et enfin du renforcement des règles d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement.

Outre ce projet de loi, le Sénat a également adopté celui autorisant la ratification de la convention de crédit, signée le 30 novembre 2015 entre le Congo et la banque Ing Structured Finance relatif au financement des travaux de construction d'une digue environnementale et le dragage pour l'extension Est du port autonome de Pointe-Noire.

Ceci, dans le cadre du Plan national de développement (PND) 2012-2016 qui s'est fixé entre autres objectifs dans la grappe de transport maritime, la construction et la modernisation du port de Pointe-Noire en vue de faciliter le flux des marchandises. Le montant de cette conven-

tion s'élève à 34 milliards 129 millions 541 mille 436 CFA. Les travaux à réaliser concernent une digue de 2280 mètres de longueur et la construction d'un quai de 1200 mètres sur la façade Est dont 250 mètres seront dédiés au trafic des céréales et le reste, au deuxième terminal à conteneurs.

Autres travaux à effectuer : la construction d'un terminal routier pour le trafic de véhicules ainsi que des quais permettant de faire face au développement du trafic conventionnel et enfin la construction d'un nouveau port de pêche.

Clôturant les travaux, le premier vice-président du Sénat, Vincent Nganga, a invité les membres de cette chambre haute du parlement à intérioriser les directives du président de la République notamment la rupture avec les mentalités déviantes et les comportements du passé.

Rappelons que cette quarante-deuxième session du Sénat s'est clôturée simultanément avec celle de l'Assemblée nationale.

Jean Jacques Koubemba

Oréuni le mercredi 10 août à Brazzaville, le Conseil des présidents du Rassemblement de l'opposition congolaise (ROC) a approuvé le ralliement en son sein de trois nouvelles organisations politiques parmi lesquelles, l'Alliance congolaise pour l'unité et les libertés du peuple (ACULP), la Faveur démocratique pour la République (F.D.R), ainsi que l'Association des jeunes congolais pour la démocratie et le développement (A.J.C.D.D). Ces organisations ont affirmé leur pleine adhésion aux valeurs et principes qui sont exprimés dans la déclaration de principes du ROC.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou,
Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia
Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-
signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service),
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIE DES PARTIS

Le PCT poursuit son ancrage en France

Venu à la célébration de la 56e fête nationale à Madingou dans le département de la Bouenza, Patrick Gabriel Dion, président du PCT France, a répondu aux questions des Dépêches de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : De Juin 2014, date de votre nomination aux commandes de la fédération PCT France, à août 2016, comment va la fédération PCT France ? Patrick Gabriel Dion (PGD) :

L'heure du bilan viendra. Pour l'heure, voici deux ans que nous poursuivons l'implantation du parti progressivement dans le paysage politique des Congolais de France. Le leitmotiv demeure l'ancrage du parti dans la diaspora à partir de la principale valeur de la nation : l'unité, acteur fondateur de la République, la nouvelle République.

LDB : La fédération PCT France a-t-elle défilé à Madingou ?

PGD : En tant que délégation représentative de la fédération PCT France, nous venons

effectivement de participer aux festivités du 56ème anniversaire de l'indépendance du Congo. Une preuve patriotique pour saluer les directives du président de la République à la Nation, évoquées à la veille de la fête nationale. Hélas, nous n'avons pas eu la possibilité de battre le pavé à Madingou. Mais, de là où nous étions, nous avons vécu des moments de cohésion sociale en côtoyant, tous partis confondus, fils et filles du Congo.

LDB : À propos de cohésion nationale, en France, votre fédération a toujours eu du mal à appliquer la politique de la main tendue en tant que parti au pouvoir. Comment l'expliquez-vous ?

PGD : Vous avez raison. Nous rencontrons actuellement quelques difficultés logistiques qui font que notre message à destination de nos compatriotes n'est pas accessible à tous. Nous sommes en train de tout mettre en œuvre afin que nous soyons désormais visibles et audibles via nos actions ou la communi-

cation sur les réseaux sociaux. Pour atteindre cet objectif, nous avons signé des partenariats avec certains organes de presse. En interne, durant notre séjour au Congo, nous évoquerons tous les aspects stratégiques avec nos instances dirigeantes.

Question : Cela suffira-t-il pour contrer la violence qui prend corps au niveau de la diaspora de France ?

PGD : Nous condamnons avec la dernière énergie, toutes les attitudes de violence de la part de nos compatriotes. C'est vraiment une mauvaise image que l'opposition radicale montre du pays. Nous ne sommes pas encore inscrits au niveau international sur une mauvaise liste de cas de violence au niveau de la diaspora. Au PCT, nous prônons le travail, la paix et le dialogue. Quand il y a un problème, nous privilégions le dialogue, la communication. Nous appliquons la théorie du « Mbongui » qui exige qu'à chaque fois que se pose un problème, on se retrouve autour d'une table pour discuter. Nous condamnons



Patrick Gabriel Dion

avec véhémence ces attitudes antipatriotiques comme la dernière attaque de l'ambassade du Congo en France. C'est un bâtiment qui nous appartient à tous les Congolais. Exigeons des médias qu'ils fassent leur devoir de pédagogie avec impartialité.

LDB : Vous décrivez un tableau dont héritera le nouvel ambassadeur du Congo en France. Qu'en pensez-vous ?

PGD : Rodolphe Adada présentera sa lettre de créance en France dans un futur très proche. Nous lui souhaitons la bienvenue et espérons qu'avec son charisme et ses qualités, il sera le fédérateur de toute la diaspora.

LDB : À propos de la diaspora comment avez-vous accueilli son rattachement au ministère des Affaires étrangères ?

PGD : Nous avons salué en son temps la prise en compte par le chef de l'Etat de tout un pan de la population vivant hors du Congo. Cependant, la prise en compte sera effective que si le département des Congolais de l'étranger évolue en un ministère effectif consacré à la diaspora. Ce n'est que de cette manière que sera établie la cartographie complète des atouts de nos compatriotes loin de leur pays d'origine.

Propos recueillis par Firmin Oyé et Marie Alfred Ngoma

TOURISME

Le département s'engage à mailler le Congo de Bureaux d'information touristique

Le premier acte a été posé par le Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, qui a coupé le ruban symbolique du lancement des sites Internet officiels du ministère et de l'office du tourisme et de Bureaux d'information touristique (BIT), la semaine dernière au hall des arrivées de l'aéroport international Maya-Maya.

Dans le cadre du plan de développement national, le tourisme est considéré comme un secteur prioritaire devant contribuer à la diversification de l'économie en vue de créer des emplois durables et décents pour les jeunes congolais. C'est à cet effet, que la ministre du tourisme et des loisirs a élaboré un projet d'implantation des BIT. Il s'est agi de mettre en place des espaces destinés à accueillir les visiteurs dans les principaux aéroports du Congo et progressivement dans d'autres points d'intérêt touristique majeur du pays.

Prenant la parole, Arlette Soudan-Nonault, a déclaré : « *c'est un grand jour pour le développement de l'industrie touristique en République du Congo et oserais-je ajouter, pour l'avènement de la destination Congo. Source de richesses, de développement durable, de valorisation de notre*

patrimoine culturel et environnemental, le tourisme est aussi et avant tout une source de création d'emplois. Il représente aujourd'hui un emploi sur onze à travers le monde, une propor-



Le Premier ministre et la ministre du Tourisme et des loisirs feuilletant les pages des différents ouvrages touristiques

tion que le Congo est malheureux sement encore loin d'atteindre ». C'est fort de ce constat et pleinement conscient de la nécessité de diversifier l'économie congolaise, que le président de la République a assigné à ce secteur d'activités la mission de contribuer de façon significative au PIB de la République du Congo. D'où, sans tarder, le ministère d'Arlette Soudan-Nonault s'est attelée à relever le défi. L'inauguration de BIT est un premier pas significatif dans cette direction. Pour ce faire, un séminaire intensif de formation et de mise à niveau des animateurs touristiques, que l'on appelle en jargon de la profession des conseillers en séjour, a eu lieu à Brazzaville, deux jours auparavant, avec l'appui de la Banque mondiale. Certains d'entre eux sont appelés à travailler sur le

site du premier BIT que la ministre du tourisme et des loisirs a eu l'honneur d'inaugurer à l'aéroport Maya-Maya. Ce sont donc vingt emplois jeunes qui sont créés.

respectivement au ministère du tourisme et aux BIT. Car, pour le renouveau du tourisme au Congo, rattraper ce retard technologique était indispensable.

Le tourisme, un secteur transversal

Après avoir remercié infiniment le premier ministre pour avoir répondu à son invitation et lui assuré de l'énergie et de l'ambition qu'elle a de réussir, Arlette Soudan-Nonault s'est adressée à ses collègues ministres présents à cette cérémonie en ces termes : « *Le secteur du tourisme est, vous le savez, un secteur transversal par excellence. Il concerne tous les domaines ou presque : le foncier, la santé, les transports, l'environnement, la culture, la ville, la sécurité bien sûr, les finances, bien d'autres encore. J'aurai et j'ai d'ailleurs commencé à le faire, à vous solliciter constamment pour qu'ensemble nous assurions aux visiteurs tant étrangers que nationaux un accueil et des conditions de séjour dignes de nos traditions d'hospitalité et à la hauteur des exigences qu'impose la mondialisation des critères de qualité en matière de tourisme.* »

Rappelons qu'avec le Programme des Nations unies pour le développement et l'Organisation mondiale du tourisme, le ministère du Tourisme a pu mettre en place sa stratégie nationale du tourisme et son plan directeur. Il a également procédé à la refonte de la classification hôtelière, laquelle va être très bientôt concrétisée.

Bruno Okokana

Les caractéristiques du site Internet du ministère du tourisme

C'est un portail web divisé en deux. Le premier, c'est le portail institutionnel du ministère où il y a toutes les informations en ce qui concerne la politique générale du ministère, l'organisation, le cadre législatif et réglementaire ainsi que les informations officielles que le ministère juge utiles et opportunes à mettre à disposition du public, des touristes ainsi que d'établissements professionnels. C'est un portail web institutionnel où l'information mise en ligne provient de source fiable.

Le second concerne l'office. C'est la digitalisation de l'offre. Aujourd'hui, lorsque les gens lisent les papiers, ils ne le conservent pas. Nombreux aujourd'hui ont comme réflexe d'aller tout droit sur Internet. Il y a un état qui vise à moderniser son outil de communication ainsi que son outil de gouvernance, donc avoir un portail web. C'est l'intérêt qui a poussé le ministère à avoir ce portail web, y compris celui de l'office. Là-dedans, on trouve des informations sur les potentialités touristiques, sur le répertoire des endroits les plus beaux du Congo. Ce site a également une vocation économique, parce qu'il permettra à tous les opérateurs dans le secteur de pouvoir voir comment avec l'office, conceptualiser les produits et mettre à la disposition des touristes qui pourront venir en consommer. Le site de l'office à une portée non seulement marketing, mais aussi économique; c'est ce qu'on appelle la digitalisation. Il est accessible 24H/24.



**CONGO MON PAYS
AIRTEL MON RESEAU**
Bonne fête d'indépendance
MADINGOU 2016

AG Partners 



EDUCATION

Une trentaine d'enseignants formés dans le cadre du programme Aflatoun

La Fédération des travailleurs de la science, des sports, de l'enseignement, de l'information et de la culture (Fetrasseic) a lancé le 17 août, au lycée Pierre Savorgnan de Brazzaville, le séminaire de formation des enseignants en éducation sociale et financière de l'enfant (Aflatoun).

Animée par Jean Michel Ngoyi, expert en la matière, cette formation des formateurs de quatre jours est destinée à trente-deux auditeurs venus des horizons divers du système éducatif congolais. « *Le premier épisode de la formation que nous inaugurons, aujourd'hui, concerne d'abord les enseignants qui, à leur tour, auront la charge de transmettre ce programme aux enfants. J'espère que ce séminaire sera d'un grand intérêt pour nous tous et particulièrement pour nos enfants* », a indiqué le secrétaire général adjoint de la Fetrasseic, Jean Charles Mationgui, saluant la contribution du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation qui a permis la mise en œuvre de ce projet au Congo.

Aflatoun a pour mission de communiquer aux enfants et aux jeunes de 6 à 18 ans l'enthousiasme de se donner le pouvoir social et écono-



Le présidium/ Crédit photo Adiac

mique de devenir des agents du changement dans leur propre vie et pour un monde plus juste. « *Le programme d'enseignement repose sur la croyance que les enfants apprennent mieux lorsqu'ils s'engagent avec le monde et les gens autour d'eux et qu'ils suivent des activités qui font explorer, réfléchir et agir. L'activité clé est la formation démocratique d'un club d'enfants, qui les font*

travailler ensemble, gérer l'épargne et commencer de petites entreprises et des activités d'amélioration communautaire. »

Le concept Aflatoun s'articule autour de cinq éléments de base qui constituent le fondement même de l'éducation des enfants sur le plan social et financier. Il s'agit de la compréhension et l'exploration personnelle, les droits et les responsabilités,

l'épargne et les dépenses, la planification et le budget, l'entreprise pour enfant à des fins sociales et finan-

cières. Il s'appuie également sur la curiosité naturelle de l'enfant et lui fournit des renseignements supplémentaires et des associations positives.

À travers ce programme, les initiateurs visent le changement du comportement, en fournissant des bases stratégiques, notamment une éducation sociale et financière équilibrée à l'extérieur, dans la maison et dans

la classe aux enfants et aux partenaires en provenance des secteurs civils, publics et financiers. « *Aflatoun a, enfin, pour objectif de former des enfants de 6 à 14 ans à devenir autonome et à apprendre conscience de leur capacité à agir en tant que citoyen. Le programme s'insère dans le cursus scolaire et a la particularité d'équilibrer éducation sociale (quels sont nos droits, nos responsabilités, nos valeurs) et financière (comment économiser, planifier, budgétiser, entreprendre). Ainsi, ils deviennent acteurs du changement dans leur communauté* », soulignent-ils dans le dépliant.

En effet, le programme d'éducation sociale et financière pour les enfants et les jeunes de 6 à 18 ans « Aflatoun » est né en Inde en 1991 avant son internationalisation en 2005, à travers l'ouverture d'un secrétariat à Amsterdam au Pays-Bas. Notons que le Congo est l'un des rares pays africains retenus pour la mise en œuvre de ce programme.

Parfait Wilfried Douniama

VIE ASSOCIATIVE

La Mutrado adopte un budget prévisionnel de 245.030.000 francs CFA

La Mutuelle des travailleurs des douanes (Mutrado) a récemment adopté, à Brazzaville, en conseil d'administration un budget prévisionnel estimé à 245.030.000 francs CFA.

Présidé par le conseiller Gilbert Missoni Missoungala, le conseil a adopté un programme d'activité en douze points et sept importantes délibérations liées au bon fonctionnement de la Mutrado.

Les conseillers ont jugé utile de modifier l'article 12 du règlement financier de leur mutuelle et se sont aussi accordés sur l'allocation des indemnités aux membres du bureau exécutif national.

De même, les indemnités de gestion seront allouées aux délégués de la mutuelle au niveau de la direction générale et des départements. Les primes attribuées lors des sessions du conseil d'administration seront offertes aux excusés.

« *Le conseil d'administration a retenu comme action prioritaire, la ventilation des recettes conformément à la clé de répartition adoptée par les administrateurs* », a indiqué Gilbert Missoni Missoungala. Les conseillers ont également pris une délibération relative fixant le délai de prescription des dossiers relatifs aux prestations sociales et une autre portant composition des dossiers liés aux prestations sociales.

Néanmoins, l'examen du projet de délibération portant sur la fixation des primes des sessions lors des assemblées générales a été renvoyé à la prochaine réunion du conseil d'administration en raison de la délicatesse du sujet évoqué.

Par ailleurs, les administrateurs ont recommandé l'élaboration d'un règlement intérieur lors des sessions du conseil d'administration.

Bien avant les débats contradictoires, le président du conseil d'administration, Gilbert Missoni Missoungala, avait exhorté l'ensemble des conseillers à mettre un terme aux comportements déviants qui selon lui : « *n'honorent pas leur mutuelle. Et, il leur demandait à faire preuve de probité morale, à exercer chacun en ce qui le concerne dans les limites statutaires et réglementaires ses fonctions sans empiéter sur celles des autres* ».

Rappelons que la Mutrado a lancé, dans l'ensemble des départements, un vaste programme de réfection de son patrimoine immobilier construit par l'administration à la faveur du programme tournant de la municipalisation accélérée.

Fortuné Ibara

AFFAIRES SOCIALES

Des difficultés qui freinent le travail des agents dans la Bouenza

Insuffisance du personnel, manque de formation et de structures d'accueil, telles sont, entre autres, les difficultés auxquelles les agents du ministère des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité, sont confrontés dans le département de la Bouenza

Ce tableau quelque peu sombre a été récemment présenté à la ministre de tutelle, Antoinette Dinga Dzondo, qui a séjourné du 8 au 10 août à Madingou et Nkayi. En effet, la ministre des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité qui a échangé avec ses collaborateurs, s'est fait une idée de la situation sur le terrain dans ce département ayant abrité la fête nationale de l'indépendance.

Les directeurs départementaux des affaires sociales et de l'action humanitaire de la Bouenza lui ont parlé des sous-effectifs ; du manque de matériel et de qualification des agents ; des problèmes liés à la prise en charge des populations autochtones, des handicapés, des veuves maltraitées par la belle-famille ainsi que des enfants abandonnés par absence de structures d'accueil. A cela, s'ajoutent la prise en charge sinon l'encadrement des jeunes filles mères et le sous logement

de toutes les circonscriptions d'actions sociales (CAS).

La ministre a été également interpellée sur l'extension du projet Lisungi, système de filets sociaux dans le département de la Bouenza. En effet, ce projet qui est dans sa phase pilote s'exécute actuellement à Brazzaville, Oyo et Makoua, dans le département de la Cuvette et à Pointe-Noire.

Cesser d'être des fonctionnaires ordinaires

Arrivée à la tête du département en avril dernier, Antoinette Dinga Dzondo a demandé à ses collaborateurs de proposer des pistes de solutions au lieu de se plaindre toujours car le travail des affaires sociales ne se trouve pas dans les bureaux. « *Je suis plus à l'écoute, apprenez-moi le métier, dites-moi comment vous allez, ce que je dois faire, mais d'abord qu'est-ce que vous avez fait, ce que vous avez compris dans votre métier* », s'est-elle inter-

rogée, avant de rappeler aux agents qu'ils n'étaient pas des fonctionnaires ordinaires.

« *Il y a des moments où je me demande ce que nous faisons dans les bureaux. Ceux que nous servons sont dehors, ils nous attendent sur le terrain, ils sont dans des maisons, dans des fauteuils. Ce sont des veuves, filles-mères, populations autochtones...* »

Rappelons que le déficit en personnel au ministère des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité concerne tous les départements du pays. Le ministère a du mal à affecter le maigre nombre souvent recruté à la Fonction publique. Au niveau des structures d'accueil, le problème est également le même à travers tout le pays, sauf peut-être à Brazzaville et Pointe-Noire. « *Même à Brazzaville, il y a le problème de structures qui se pose, mais nous ne devons pas nous relâcher. Le travail ne s'arrête pas, ce sera notre slogan. Fonctionnaire pas du tout ordinaire et le travail ne s'arrête pas* », a conclu Antoinette Dinga Dzondo.

P.W.D.

TRIBUNE LIBRE

À propos de la mise en œuvre des actions du sommet de Johannesburg du Forum sur la coopération sino-africaine

Le 29 juillet 2016, la réunion des coordonnateurs de la mise en œuvre des actions de suivi du sommet de Johannesburg (Afrique du Sud) du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) s'est tenue à Beijing, la capitale chinoise. Première du genre, et avec comme objectif l'échange des vues et des idées, la recherche du consensus, la promotion de la coopération et la mise en œuvre générale des actions de suivi du sommet au bénéfice des peuples des partenaires concernés, cette réunion était à la fois une action importante prise pour la promotion et la matérialisation des vues communes de leurs dirigeants et une grande mesure favorable au développement de la coopération entre la Chine et l'Afrique.

La réunion, dont le niveau protocolaire, l'envergure et les résultats ont dépassé la prévision avait accueilli au total 52 pays membres du FCSA, plus d'une centaine de ministres et vice-ministres et un dirigeant du niveau d'État. Le message de félicitations que le président XI Jinping a adressé à la réunion et la présence du vice-président et d'autres dirigeants chinois étaient remarquables.

En travaillant avec efficacité et pragmatisme, des entreprises et des structures financières chinoises et africaines ont eu, en marge du forum, des

consultations et des entretiens bilatéraux intensifs.

Des résultats tangibles

Les deux parties ont signé 61 différents accords de coopération, avec un montant d'environ 18,2 milliards de dollars américains, dont les investissements directs de sociétés chinoises en Afrique représentent plus de 80%, soit 14,8 milliards de dollars américains. Au cours des 7 mois suivant la clôture du sommet de Johannesburg, la Chine et l'Afrique ont conclu 243 différents accords de coopération, le montant contracté est de l'ordre de 50,7 milliards de dollars américains, dans lesquels des sociétés chinoises ont pris 91% des investissements directs et des prêts commerciaux à l'égard de l'Afrique, soit 46 milliards de dollars.

Avec l'examen et l'adoption de la Déclaration conjointe de la réunion des coordonnateurs de la mise en œuvre des actions de suivi du sommet de Johannesburg, on a avancé, pendant la réunion, cinq idées en matière de coopération qui donneront une impulsion pour mener à bien la coopération sino-africaine, à savoir le développement partagé, le développement intensif, le développement sûr et le développement ouvert.

Le mécanisme et le cadre de coopération sino-africaine sont perfectionnés et

améliorés. Malgré une conjoncture morose de l'économie mondiale, la Chine et l'Afrique affronteront des difficultés de la baisse économique, témoignant d'un grand dynamisme dans leur coopération. Propulsés par la concrétisation des résultats dans le cadre du FCSA soutenue par le financement de 60 milliards de dollars américains, des investissements et des financements de différents domaines sont déjà mobilisés, faisant ainsi un effet multiplicateur. On peut constater que les principes dits « direction assumée par le gouvernement, gestion par l'entreprise, régulation par le marché et coopération gagnant-gagnant » jouent un rôle plus efficace et plus important. La structure de la coopération sino-africaine, sans cesse optimisée, est en train de se transformer pour impulser un nouvel élan du développement des relations sino-africaines.

Un modèle unique de coopération

Nouvelle création du développement du mécanisme du forum, la réunion des coordonnateurs montre pleinement le respect de l'engagement et la tenue de la promesse par la partie chinoise, la sincérité et le sens des responsabilités dont la Chine fait preuve pour soutenir le développement de l'Afrique et l'avantage spécifique du FCSA caractérisé par l'efficacité et le pragmatisme

dans la coopération internationale avec l'Afrique. Au cours de la réunion, les parties chinoise et africaine ont passé en revue l'avancement et la mise en œuvre des dix grands projets de coopération des six mois écoulés. En renforçant leurs efforts sur la recherche d'une solution aux problèmes, elles travaillent à déterminer l'orientation à suivre, à souligner les points clés et à planifier une feuille de route de la mise en œuvre des opérations pour l'étape suivante. Entraide entre les pays en développement, la coopération sino-africaine appartient à la coopération sud-sud mutuellement avantageuse, gagnant-gagnant et unique entre la Chine et l'Afrique. Sur la question de la coopération avec l'Afrique, la Chine ne pense rien d'autre que de s'y concentrer ni ne se mesure avec qui que ce soit. Si compétition doit y avoir parmi les partenaires internationaux de l'Afrique, celle devrait ressembler aux « Jeux Olympiques », basés sur l'égalité et le respect dans lesquels on doit faire valoir ses propres avantages et particularités, pour soutenir le développement de l'Afrique. L'objectif de la compétition n'est pas de l'emporter sur d'autres, mais consiste à permettre à l'Afrique de se développer. Ainsi, le monde en sera meilleur.

Par M. XIA Huang,
ambassadeur
de Chine au Congo

**Crédit Flash
Rentrée Scolaire**



*Une rentrée scolaire
avec le sourire*

BGFI Bank Congo DNSCF - Août 2015

Offre soumise à conditions

Service Ecoute Client
Tél. : +242 8188
E-mail : eqcongo@bgfi.com

www.bgfi.com



BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir

DONATION

Aficada vole au secours de l'hôpital général Adolphe-Sicé

Un matériel médical et paramédical a été remis, le 17 août, par Jean Kernaïse Mavoungou, président de l'Association pour la formation, l'insertion, le conseil et l'accompagnement des actions de développement en Afrique (Aficada) à Sidonie Plaza, directrice générale de l'hôpital Adolphe-Sicé de Pointe-Noire, en présence du personnel de cette structure hospitalière.

D'une valeur de 3,6 millions de F CFA, le don est composé essentiellement des fauteuils roulants pour les malades, des lits médicalisés, déambulateurs, éprouvettes et d'autres matériels à usage hygiénique et médical sans oublier les jouets et gadgets divers pour les enfants hospitalisés. C'est un geste du cœur que cette association a fait à l'endroit de l'hôpital général Adolphe-Sicé confronté souvent à un besoin pressant en matériel médical et paramédical. Cela a réjoui particulièrement Sidonie Plaza qui a déclaré : « *Le geste que vous venez de faire nous va droit au cœur. Cela va soulager nos malades. On ne peut que vous remercier en souhaitant que d'autres gestes similaires viendront à l'avenir et que d'autres compatriotes imitent votre élan du cœur* ».

Pour Jean Kernaïse Mavoungou, « *la collaboration avec l'hôpital général Adolphe-Sicé ne fait que commencer, d'autres gestes de ce genre seront faits à l'hôpital maintenant que nous connaissons ses besoins réels. Dans la mesure de nos moyens, nous nous évertuerons à faire d'autres dons pour soulager les parents admis à l'hôpital qui ont besoin de soins de qualité et de meilleures conditions d'hospitalisation* ».

Aficada que dirige Jean Kernaïse Mavoungou, un Congolais de la diaspora, n'est pas à son premier geste du cœur au Congo. Récemment, elle a offert des installations d'éclairage à l'aide des panneaux solaires au village Les Saras dans le district de Mvouti (Kouilou). Ce qui a permis d'électrifier avec l'apport de la Fondation EDF (France) les structures publiques de la contrée telles que le centre de santé intégré, l'école primaire et le marché de Les Saras à la grande satisfaction des bénéficiaires. Plusieurs projets d'intérêt socioéducatif pour le pays sont prévus par Aficada à l'avenir dans le but de soulager les populations et d'améliorer leurs conditions de vie.

Hervé Brice Mampouya

TRANSPORT AÉRIEN

Boeing propose au Cameroun un plan de 327 milliards FCfa sur 5 ans pour relancer Camair-Co

Afin de relancer la Cameroon Airlines Corporation (Camair-Co), l'Etat camerounais qui en est l'unique actionnaire devrait investir la bagatelle d'environ 327 milliards de francs Cfa sur une période de 5 ans. C'est ce qui ressort du plan de relance de la compagnie que vient de proposer au gouvernement la firme américaine Boeing

Selon le rapport remis au gouvernement en juin dernier par le constructeur américain, et auquel Investir au Cameroun a pu avoir accès, une enveloppe globale de près de 223 milliards de francs Cfa devra être investie dans le renforcement de la flotte de Camair-Co (achat et location des avions), pour la faire passer de cinq aéronefs actuellement, à 14 sur une période de 5 ans.

Par ailleurs, les caisses de la compagnie étant exsangues depuis plusieurs mois (c'est le ministère des Finances qui paie les charges), l'Etat-actionnaire est invité à débloquer une subvention de 57 milliards de francs Cfa ; à reprendre la dette de Camair-Co, qui s'élevait déjà officiellement à plus de 35 milliards de francs Cfa, il y a plusieurs mois maintenant ; et à consentir certains investissements (construction d'un hangar pour la maintenance des aéronefs, transformation du Dja en avion-cargo, etc.) pour un montant total de 10

milliards de francs Cfa.

À en croire le rapport de Boeing, signé par Alexandre Ly, Regional Marketing Director Boeing Commercial Airplanes ; le succès de ce plan de relance quinquennal est conditionné par des investissements urgents, pour un montant total de près de 138 milliards de francs Cfa ; sans compter le paiement de la dette de l'entreprise indiquée plus haut. Ces investissements dits urgents (dont 78,9 milliards pour la location des avions), apprend-on, devront être obligatoirement réalisés au cours des deux premières années d'implémentation du plan de relance.

Effectifs pléthoriques, dérapages managériaux...

Interrogé par Investir au Cameroun, un expert des questions de transport, très souvent consulté par Camair-Co, trouve ce plan de Boeing « très ambitieux ». Il regrette cependant que l'audit du constructeur américain ait éclipsé les écueils organisationnels et managériaux auxquels est confrontée la compagnie.

Par exemple, soutient-il, le ratio personnels-aéronefs chez Camair-Co dépasse 150 de nos jours, alors que les normes internationales situent cet indicateur à 70,

ou 80 au plus. « *En attendant que de nouveaux aéronefs soient acquis, il faut avoir le courage de réduire drastiquement les effectifs, en tenant compte des profils des employés* », précise notre source. Non sans rappeler que les effectifs de ce transporteur aérien public, qu'il qualifie de « compagnie humanitaire », sont bourrés « d'agents d'appui ».

Par ailleurs, fait-il remarquer, Camair-Co, compagnie lourdement endettée et dont certains avions sont cloués au sol depuis des mois, généralement à cause du manque de pièces de rechange telles que les roues se permet un loyer mensuel de 16 millions de francs Cfa à Douala. Et de noter que l'ancien siège de la défunte Camair (dont les travaux de réhabilitation ont été suspendus), dans la capitale économique, a été mis à la disposition de la nouvelle compagnie depuis plusieurs mois.

Pire, des sources internes à la compagnie fustigent le top management de Camair-Co, dont certains responsables s'illustrent par de préjudiciables conflits d'intérêts dans le recrutement et le paiement des prestataires devant mettre à disposition des aéronefs, des moteurs et autres pièces détachées pour avions.

Agence Ecofin



RESTER AU CONGO ET ETRE DIPLOME DES UNIVERSITES D'EUROPE C'EST DESORMAIS POSSIBLE AVEC L'ECOLE CONSULAIRE DE POINTE - NOIRE ESCIC

Ouverture des inscriptions pour la promotion 2015 - 2016 :

- Bachelor en anglais pour les bacheliers toutes séries (diplôme de IFAM / France).
- Bachelor BBA 3 en français et en cours du soir pour les détenteurs de BTS (IFAM).
- Master of Business Administration, MBA (diplôme de ESLSCA / France).
- Master en Management des Ressources Humaines, MRH (diplôme de ESLSCA).
- Master en Contrôle de Gestion, MCG (diplôme de ITESCIA Paris).
- Master en Qualité - Hygiène - Sécurité - Environnement, MQHSE (ITESCIA).
- Master en Management des organisations (ESLSCA).

Tél : 06 638 85 87 ; 04 43 148 27 - escicinfo2013@gmail.com ; site web : www.escic-cg.com



Vends maison située à 5 mn à pied de la gare et à 1h 15 de Paris Montparnasse;
Terrain 1320 m ; 4 ch, possibilité 3 ch supplémentaires
Prix 240 000 ; soit 158 millions de Fcfa
Tél 06 855 31 00



SOUDAN DU SUD

Juba prêt à discuter du déploiement de Casques bleus supplémentaires

Le président sud-soudanais Salva Kiir qui avait précédemment rejeté le projet de résolution de l'ONU sur l'envoi de Casques bleus supplémentaires, a indiqué lundi ne pas être opposé au déploiement d'une force régionale dans son pays. Il a plutôt précisé qu'il réclame de plus amples discussions sur l'envoi de cette mission approuvée par le Conseil de sécurité.

« Nous devons engager le dialogue et échanger des idées sur la meilleure manière d'aller de l'avant au lieu d'être mis devant le fait accompli par des intervenants extérieurs », a déclaré le président sud-soudanais. C'était lors d'une adresse à la nation prononcée devant le Parlement. Salva Kiir en a profité pour promettre l'unification de l'armée loyaliste et des ex-rebelles ainsi que la mise en œuvre d'un processus électoral, un ensemble de dispositions figurant dans un accord de paix signé en août 2015 mais restées

lettre morte jusqu'à présent. En ce qui concerne les armées, il s'est notamment engagé à les unifier d'ici à mai 2017, soulignant que la cohabitation de deux armées dans un seul pays ne pouvait fonctionner et « s'est déjà avérée désastreuse ».

« Nous ne sommes pas opposés à toute aide et nous écoutons volontiers les conseils (...). Mais l'aide requiert le dialogue et ne devrait pas être imposée au risque de devenir une intervention qui compromet notre souveraineté et diminue notre capacité à gouverner efficacement », a ajouté le président. Il répondait au Conseil de sécurité de l'ONU qui, trois jours plus tôt, avait autorisé le déploiement de 4.000 Casques bleus supplémentaires pour assurer la sécurité à Juba et dissuader les attaques contre les bases de l'ONU. Avec le déploiement de cette force, la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (Minuss) aura un mandat plus robuste que celui de l'actuelle force, forte de 12.000 soldats.

Juba avait rejeté le projet de résolution, estimant qu'il sapait la souveraineté de ce pays indépendant depuis 2011. Quant à la résolution adoptée, elle menace d'imposer un embargo sur les armes si le gouvernement sud-soudanais bloque le déploiement de soldats supplémentaires. Ce texte a été adopté à la suite de combats à l'arme lourde qui opposent depuis début juillet les partisans du vice-président Riek Machar aux soldats fidèles au président Salva Kiir. Ces combats, accompagnés de nombreux viols, ont fait des centaines de morts et plus de 70.000 réfugiés. Ces affrontements ont également mis en péril le fragile accord de paix visant à mettre un terme à la guerre civile débutée en décembre 2013 et qui a déjà fait des dizaines de milliers de morts et 2,5 millions de déplacés. Réagissant sur la question de l'embargo sur les armes, l'ONG Human Rights Watch (HRW) a regretté que cette préoccupation en soit restée au stade



Le président sud-soudanais Salva Kiir (DR) la région à faire face au nouvel afflux de réfugiés provoqué par les combats meurtriers de Juba. Ces réfugiés sont déjà au nombre de 930.000 dans la région, alors que d'autres viennent grossir leurs rangs chaque jour.

de la menace. De même, elle a critiqué le fait qu'un gel des avoirs et une interdiction de voyager n'ont pas été envisagés pour certaines personnalités sud-soudanaises. Le HCR s'est quant à lui inquiété de la difficulté des agences humanitaires et des pays de

Nestor N'Gampoula

Peinture complète sur
tous types de véhicule
du 05 Juillet au 05 Octobre 2016

GLAD SERVICES

OFFRE PROMOTIONNELLE

Votre **voiture** mérite
la plus belle des robes !

4X4
590 000 FCFA
TTC

BERLINE
490 000 FCFA
TTC

* Hors carrosserie et Pièces de rechange



CFAO MOTORS CONGO

POINTE-NOIRE
📍 :13 Rue Côte Matève
☎ :+242 05 550 6363
☎ :+242 05 313 2997

BRAZZAVILLE
📍 :Bld Denis Sassou Nguesso
☎ :+242 06 938 7898
☎ :+242 05 313 2998

NO N A LA
CONTREFAÇON

NEXA AUTOCOLOR

PAIX ET SÉCURITÉ

Les USA saluent les efforts du Congo en Afrique centrale

Dans un message de félicitations adressé à l'occasion de la célébration du 56^e anniversaire de l'indépendance du Congo, le président américain, Barack Obama a salué les efforts de ce pays pour la consolidation de la paix dans la sous-région. S'adressant à son homologue Denis Sassou N'Gusso, dans ce message diffusé par la télévision nationale congolaise, le président américain s'est exprimé comme il suit :

« Le peuple des USA se joint à moi pour vous souhaiter les meilleurs vœux, à vous et à tout le peuple congolais. Nous restons engagés à collaborer avec le gouvernement et le peuple de la République du Congo afin de renforcer les institutions qui soutiennent la bonne gouvernance.

Je salue vos efforts à garantir la paix dans la région, particulièrement vos efforts récents relatifs à la République démocratique du Congo. J'exprime le souhait d'un futur prospère qui permettra la paix, le respect des droits humains et l'opportunité pour tout le peuple de la République du Congo. »

La Rédaction

AIDE D'URGENCE

L'ONU débloque 50 millions de dollars en faveur de cinq pays d'Afrique et d'autres régions

Cette enveloppe, annoncée mardi par le secrétaire général adjoint des Nations unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, permettra de redresser plusieurs programmes d'aide sous-financés, dans six régions, dont l'Afrique centrale et l'Erythrée.

Cette aide provient du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) pour des opérations d'aide sévèrement sous-financées dans des situations d'urgence négligées. Elle fournira une assistance vitale à deux millions de personnes dans le besoin, dont 200.000 réfugiés, 665.000 personnes déplacées, 170.000 rapatriés et 530.000 personnes vivant actuellement dans des communautés d'accueil, selon un communiqué du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires.

Sur la totalité de l'aide débloquée, quelque 35 millions de dollars permettront aux partenaires humanitaires de l'ONU de répondre à des urgences humanitaires de longue durée en Afrique. Ces situations d'urgence découlent notamment des conflits armés, de l'instabilité politique et des violations des droits de l'Homme, et sont aggravées par l'insécurité alimentaire et les épidémies.

« Les fonds appuieront la dis-

tribution de services de santé essentiels, l'accès à de la nourriture et à des abris d'urgence, la protection des femmes et des

filles, la fourniture d'eau et d'assainissement et d'un soutien logistique », précise le communiqué. Les opérations d'aide bénéficiaires de ces fonds sont celles qui interviennent en République centrafricaine (9 millions de dollars), au Tchad (10 millions de dollars) en République démocratique du Congo (11 millions de dollars), ainsi qu'au Rwanda (5 millions de dollars).

Outre ces pays d'Afrique centrale, 13 autres millions de dollars servi-

ront à renforcer les opérations de secours au Yémen, où l'on estime qu'environ 21,2 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, et 2 millions de dollars permettront de contribuer au travail des partenaires humanitaires en Erythrée.

« Ce financement est une bouée de sauvetage pour les personnes

« Aujourd'hui, je demande à tous les États membres, aux organisations régionales et aux citoyens d'accroître leur soutien au CERF pour nous permettre de sauver plus de vies »

les plus vulnérables dans le monde, coincées dans des crises oubliées », a déclaré Stephen O'Brien, qui est également le Coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU. « Au cours de ces dernières années, la crise mondiale des réfugiés a mis une énorme pression sur le CERF pour aider des millions de personnes fuyant des conflits qui persistent, faute d'une solution politique », a-t-il rappelé. Stephen O'Brien qui

prévoit un manque de 50 millions de dollars pour 2016 sur un objectif de 450 millions de dollars a indiqué que toutes les urgences humanitaires sont sous-financées cette année. « Aujourd'hui, je demande à tous les États membres, aux organisations régionales et aux citoyens d'accroître leur soutien au CERF pour nous permettre de sauver plus de vies », a-t-il lancé. Jusqu'à présent, le CERF a reçu 311 millions de dollars de contributions pour l'année 2016 et a déboursé presque autant pour des activités de secours dans 35 pays. Le porte-parole adjoint de l'ONU, Farhan Haq, a, pour sa part, affirmé que ce soutien permettra d'apporter une aide vitale à 2 millions de personnes qui ont un besoin urgent d'assistance humanitaire. « Ces fonds permettront de mettre en place des services de santé essentiels, d'offrir de la nourriture et des abris, de proposer eau et hygiène publique, et de protéger les femmes et les jeunes filles en République centrafricaine, au Tchad et en République démocratique du Congo », a-t-il précisé.

Nestor N'Gampoula





SMARTPHONE HUAWEI Y221

- * Technologie 3G : Oui
- * Ecran : 3,5"
- * Dual SIM : Oui
- * Système : Android 4.4
- * Garantie : 1 an



47.500

FCFA HT

TABLETTE HUAWEI 3G T1

- * Ecran : 7"
- * Épaisseur : 8,5 mm
- * Processeur : Quad core 1.2 Ghz
- * Mémoire RAM : 1GB
- * Mémoire : 8GB extensible
- * Caméras : avant et arrière
- * Système : Android 4.4 + Huawei Emotion UI 3.0



99.000

FCFA HT

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

Le groupe des Universités d'Etat de Russie - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent aux

salons éducatifs «ETUDIER EN RUSSIE-2016»



**ENTRÉE
LIBRE**

les 19-20 août
à Brazzaville de 9 à 14 heures

Adresse:
Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
Centre-ville, Brazzaville, B.P. : 2021
tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

Frais d'études et d'hébergement:
de 2500 à 3500
dollars américains par an

les 19-20 août
à Pointe-Noire de 9 à 14 heures

Adresse:
B.P. 5363 Pointe-Noire,
Avenue Moe Telli, Centre - ville,
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
Tel: +242 055005560; 044806918

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

**LES INSCRIPTIONS
SONT OUVERTES!**

WWW.EDURUSSIA.RU

A L'ATTENTION DES CITOYENS RUSSES RÉSIDENT EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

L'Ambassade de la Fédération de Russie tient à informer les citoyens de la Fédération de Russie résidant en République du Congo de la tenue en Russie le 18 septembre 2016 des élections parlementaires à la Douma d'Etat.

Pour assurer le scrutin en République du Congo l'Ambassade envisage d'organiser le vote :

- le 11 septembre 2016 à Pointe-Noire à l'adresse suivante : 21, avenue Moe Telli, Centre-ville «A», arr. 1 Lumumba (bureau du Consul Honoraire de la Russie),

- le 18 septembre 2016 à Brazzaville au Centre culturel russe, sis 26, avenue Amilcar Cabral, à côté du supermarché Casino.

Les bureaux de vote seront ouverts de 8 h 00 à 20 h 00.

La participation de tous est vivement souhaitée.

AVIS DE VENTE

Nous vendons un bloc de trois parcelles à Brazzaville.

Lieu : Djri Pont sur le goudron

Contenant : un (1) bâtiment à usage commercial, un (1) bâtiment d'habitation, quatre (4) arbres fruitiers.

Document : titre foncier

Prix à débattre

Contacts : 06 663 05 50 / 01 663 05 50
/ 06 959 35 18 / 01 959 35 18

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Koulama Santos Emmanuella. Je désire désormais être appelé : VITAL Emmanuella.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

NÉCROLOGIE



Arcade Arnaud BIKONDI, familles LEMBION ONT-SONDO, GAEBO et OPANI ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, que le programme relatif aux obsèques de leur beau-père, beau-frère, père et oncle M. GAEBO NGAYINO Basile, se présente comme suit :

Vendredi 19 août 2016 :

- 09h00 : levée de corps à la morgue municipale de C.H.U.
- 11H00 : recueillement au domicile familial, au n° 26 de la rue Motaba lycée Thomas SANKARA, arrêt de bus : La pépinière (derrière CIESPAC) ;
- 14h00 : départ pour le cimetière de BOUKA.
- 16H00 : fin de la cérémonie.

NÉCROLOGIE



Les enfants Motoli annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur père Pierre Motoli (Vieux Moutou - Toujours Toujours), agent retraité de la SNE, survenu le 8 août 2016 à Brazzaville. Le deuil a lieu au, n° 18, rue Bouanga à Talangaï. L'inhumation aura lieu le vendredi 19 août au cimetière privé Bouka. vous sera communiquée ultérieurement.

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

**LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE**

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

MISS INDÉPENDANCE 2016

Emmanuelle Goma, la plus belle de la Bouenza

Agée de 20 ans, 1,70m pour 60 kg, mademoiselle Emmanuelle Goma, ressortissante du district de Mabombo, a été élue miss indépendance 2016 à l'issue d'un concours âprement disputé entre dix-huit candidates dans le majestueux chapiteau dressé à l'entrée du stade omnisport de Madingou.

La soirée a été placée sous le patronage de la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Guesso, marraine de la municipalisation accélérée de ce département et marraine de l'événement, en présence de quelques membres du gouvernement et de nombreux invités. Elle a tenu toutes ses promesses tant dans sa qualité que de la manière dont elle a été organisée par le comité d'organisation de l'élection Miss indépendance présidé par Ferréol Constant Patrick Gassakys, président de l'association Lumières d'Afriques.

Comme à Ouesso dans la Sangha, cette soirée a connu des tirs des Feux d'artifices, ouvrant en même temps la célébration de ce qu'on appelait

« Les trois glorieuses », c'est-à-dire les 13, 14 et 15 août.

Au total, dix-huit candidates toutes originaires du département de la Bouenza, choisies selon les critères définis par le comité d'organisation, présidé par Ferréol Constant Patrick Gassakys, président de l'association Lumières d'Afriques, ont pris part à cette élection.

À l'issue de ces cinq premiers passages, six candidates remplissant quelques critères définis par le comité d'organisation, présidé par Ferréol Constant Patrick Gassakys, président de l'association Lumières d'Afriques, dont la beauté physique a été retenue sur les dix-huit. Ainsi, la dernière partie de la compétition a tablé sur la beauté intellectuelle. C'est elle

qui a arbitré les postulantes. Cette dure épreuve de s'exprimer librement et clairement devant le public a permis au finish au jury constitué de 7 membres et présidé par Michel Mongo, secrétaire général de la Fondation Congo assistance (FCA) de choisir la miss et les autres lauréates.

Résultats du concours

La dixième édition de l'élection Miss indépendance a donné les résultats suivants : miss indépendance 2016, mademoiselle Emmanuelle Goma, 20 ans, 1,70m pour 60 kg, élève en terminale A, à l'école Notre Dame de Rosaire, ressortissante du district de Mabombo ; première dauphine, Jeanne Alice Makaya, 19 ans, 1,82m, 54 kg, étudiante, ressortissante de Mouyondzi ; deuxième dauphine, Paule Ndzouanda, 18 ans, 1,72m, 56kg, ressortissante du district de Yamba ; miss élégance, Go-

dève Bouesso, 19 ans, ressortissante de Madingou ; miss charme, Jessy Mabilia, 24 ans, ressortissante de Mouyondzi ; miss fair-play, Denicia Moundongo, 18 ans, 1,68m, ressortissante de Loutété.

« C'est une heureuse surprise. Je ne m'attendais pas à ça. Je remercie le comité Miss indépendance et la marraine Antoinette Sassou N'Guesso. J'aimerais aider mes jeunes frères qui font le métier d'agriculture avec cœur, honneur et fierté et les encourager dans ce domaine », a déclaré la miss indépendance 2016 à l'issue de son sacre.

Plusieurs offres et promesses au menu...

Plusieurs offres ont été promises aux lauréates. Parmi ces lots, il y a celles de la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Guesso, qui a offert à toutes les candidates des en-

veloppes d'aide financière en tenant compte du rang qu'a occupé chacune d'elles. La ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'Artisanat et du secteur informel, Adelaïde Mougany, a offert 500.000 FCFA à la miss, 300.000 FCFA à la première dauphine et 200.000 FCFA à la deuxième dauphine. Le ministre Rigobert Maboundou a offert la somme de 1.000.000 FCFA à la miss indépendance. Le ministre de la Culture et des arts, Léonidas Carel Mottom Mamoni, a offert à la miss une bourse de formation universitaire. La ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Inès Bertille Nefer Ingani, a offert aux dix-huit candidates des kits complets, puis à la miss indépendance 2016, un terrain de 1 hectare dans le département de la Bouenza pour ses travaux champêtres...

Bruno Okokana

NÉCROLOGIE



Les familles Abira et Elembela ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès inopiné de leur fille, nièce et petite-fille Abira Stedia Jorelle Ruffina, survenu le samedi 13 août 2016 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au N° 88 de la rue Obiamboma Talangai Ngamakosso, Ref: Arrêt Ecole (Espace La Vouma).

BUROTOP IRIS

hp Gold Partner

LAPTOP HP NOTEBOOK

à 199.000
FCFA HT
Seulement !



- * Processeur E1-6015
- * Mémoire RAM 2GB
- * Disque dur 500GB
- * Ecran 15.6 HD



Garantie
3 ans

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

MASSACRES DE BENI

L'Alternance pour la République stigmatise l'incapacité du gouvernement à mettre fin à ces massacres

La plate-forme politique également le peuple congolais à la vigilance et à la mobilisation en vue de faire échec à l'ennemi de la nation, « en ce moment où tous les efforts et lutte politique se focalisent pour conserver l'ordre institutionnel.

Dans un communiqué signé le 15 août par son président par intérim, le député national Franck Diongo, l'Alternance pour la République (AR) a énergiquement condamné les tueries de la nuit du 13 au 14 août à Beni, dans l'est du pays, qui ont fait trente morts, selon le gouvernement, et cinquante-sept, selon la société civile. Cette plate-forme s'est dite indignée de ces scènes macabres qui continuent à endeuiller la nation congolaise en général et la population de Beni en particulier et « *condamne avec la plus grande fermeté ces crimes barbares, inhumains et odieux qui s'apparentent à un génocide à l'encontre de paisibles citoyens* ».

Tout en présentant ses condoléances les plus attristées aux familles endeuillées et à toute la population congolaise, cette plate-forme politique a dit s'étonner que ce énième massacre se soit passé, une fois encore, juste après le passage du chef de l'État dans ce coin du pays. L'AR conclut que ces massacres à répétition démontrent

l'incapacité du gouvernement actuel et traduit sa complicité et sa défaillance à remplir sa mission première, celle de garantir la sécurité des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national. Toucher à la conscience et à la

la Cour pénale internationale de lancer immédiatement une enquête, au regard de plusieurs rapports déjà documentés, en vue d'identifier les auteurs pour qu'ils répondent de leurs actes devant la justice.

L'AR appelle également le



Le député Franck Diongo Photo Adiac

morale de l'humanité. La plate-forme politique, qui dit considérer que ces crimes odieux touchent à la conscience et à la morale de l'humanité tout entière, en appelle ainsi à la communauté tant nationale qu'internationale, notamment

peuple congolais à la vigilance et à la mobilisation en vue de faire échec à l'ennemi de la nation, « *en ce moment où tous les efforts et lutte politique se focalisent pour conserver l'ordre institutionnel* ».

Lucien Dianzenza

L'APRÈS 20 DÉCEMBRE

Un scénario catastrophe de plus en plus redouté

L'émissaire du département d'État pour l'Afrique des Grands lacs et l'ancien directeur à Kinshasa de l'Usaid participaient cette semaine à côté de l'ambassadeur de la RDC à Washington, François Nkuna Balumuene, à une conférence de l'institut Brookings sur l'actuelle crise politique que connaît le pays.

La situation politique de la République démocratique du Congo (RDC) a été dernièrement au centre d'un débat à Washington dans le cadre d'une conférence organisée par l'institut Brookings, apprend-on. Plusieurs intervenants concernés au plus haut point par l'imbroglio congolais se sont succédé à la tribune, à commencer par Thomas Perriello, émissaire du département d'État pour l'Afrique des Grands lacs. Ce dernier a attiré l'attention de l'opinion internationale sur le danger que court la RDC en cas de non-respect de l'échéance du 20 décembre 2016 qui, constitutionnellement, est censée consacrer l'alternance démocratique en RDC. Il s'avère que cette hypothèse de plus en plus probable risque d'amener le pays dans une situation chaotique dont il aura

du mal à se remettre, avertit Thomas Perriello. Celui-ci voit tout aussi s'éloigner la perspective de la convocation du corps électoral quatre-vingt-dix jours avant l'expiration du mandat du président, soit le 19 septembre prochain conformément à la Constitution. « *Plus on se rapproche de ces dates butoirs, moins les bons scénarios sont plausibles et plus les mauvais sont probables* », a-t-il fait savoir tout en martelant sur la nécessité du dialogue. « *Si nous ne trouvons pas de solution négociée, ces scénarios extrêmement préoccupants pourraient se traduire par de la violence* », a-t-il prévenu.

La crainte d'un scénario catastrophe est également partagé par Anthony Gambino, l'ancien directeur à Kinshasa de l'Usaid, l'agence humanitaire du département d'État. Pour ce dernier, la RDC qui est « *à un mois d'une crise constitutionnelle complète* », devra, pour éviter le pire, veiller au respect de la Constitution de sorte à permettre l'organisation de la présidentielle dans le délai, ou dans l'hypothèse d'un report, le plus tôt possible

en 2017. Revenant à la charge, Thomas Perriello a ajouté qu'en quinze années de leadership, le président Joseph Kabila a eu « *le mérite* » de construire une « *démocratie constitutionnelle* » et qu'il a « *maintenant l'occasion de tourner la page* ».

En réaction à ce tableau quasi apocalyptique présenté par les deux officiels américains, l'ambassadeur de la RDC aux États-Unis Balumuene a, pour sa part, plaidé pour une « *prolongation* » du mandat de Joseph Kabila après le 20 décembre, soit une année supplémentaire, pour préparer de bonnes élections, quitte à l'actuel chef de l'État de ne plus solliciter un nouveau mandat. Il a dénoncé, dans la foulée, la stratégie de suicide collectif caressée par l'opposition et certains partenaires étrangers tendant à utiliser la rue pour contraindre Joseph Kabila à quitter le pouvoir, sans donner des garanties quant à leur capacité à gérer l'après chaos. « *L'implosion de la RDC doit être évitée à tout prix (...)* Il n'y a aucun intérêt à créer une deuxième Libye en Afrique centrale », a-t-il averti.

Alain Diasso

Des mesures sécuritaires d'urgence s'imposent

Les options levées lors de la dernière réunion du Conseil supérieur de la défense tenue à Goma sous la présidence du chef de l'État n'ont pas été divulguées. Toutefois, l'important dispositif sécuritaire observé à Rwangoma donne la mesure de la détermination de l'autorité d'en finir cette fois-ci avec les rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF), responsables présumés des massacres.

Les événements tragiques survenus le week-end dernier dans la ville de Beni au Nord-Kivu, précisément à Rwangoma, théâtre d'un nouveau massacre des civils, continuent d'alimenter la chronique. Depuis lors, une sorte de branle-bas a gagné l'espace politique sur fond de déplacement en série des autorités vers le lieu de la tragédie. Le Premier ministre Augustin Matata Ponyo, le vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur Évariste Boshab, le chef d'État-major des Fardc le général Didier Etumba, le commissaire général de la police Charles Bisengimana et d'autres officiels ont tous mis le cap sur Beni au lendemain du massacre perpétré dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 août. L'objectif de cette itinérance était d'avoir un aperçu général de ce qui s'est réellement passé pour mieux ficeler la réponse à donner à la problématique posée par les rebelles ougandais des ADF, responsables présumés desdits massacres. Déjà, à la veille de leur arrivée à Beni, ces différentes autorités ont assisté à une réunion du Conseil supérieur de la défense présidée à Goma (chef-lieu de la province du Nord-Kivu) par le président de la République, Joseph Kabila Kabange. Rien n'a filtré de cette réunion de crise où il n'y a pas lieu de se méprendre, des mesures d'urgence ont certainement été prises de manière à résoudre définitivement l'équation ADF. En attendant, l'on note un déploiement massif des policiers et militaires autour de Beni, Butembo et d'autres localités environnantes. C'est

avec circonspection que la population locale observe la nouvelle donne sécuritaire que veut imposer le gouvernement dans la contrée tout en s'interrogeant sur son efficacité. La tragédie de Beni aura quelque peu écorné le capital de sympathie dont jouissait encore l'armée régulière dans la région, un crédit à mettre à l'actif du feu colonel Mamadou Ndala tué en janvier 2014 près de Beni alors que les Fardc se préparaient à lancer une opération contre les ADF. La disparition de cette figure emblématique de la lutte contre cette horde ougandaise avait ouvert la voie à sa résurgence au grand désenchantement d'une population locale livrée à elle-même. Ce récent massacre de Beni est révélateur, selon une opinion fortement répandue dans la ville, de l'inefficacité, ou mieux de l'impuissance des gouvernants et de l'armée nationale à établir l'autorité de l'État dans cette partie du pays. D'où la fronde orchestrée par la population locale contre notamment les ministres de l'Intérieur et de la Défense qui, d'après certaines langues, n'ont pas prévenu ce scénario macabre alors que des signaux avant-coureurs étaient censés être décryptés à temps. L'alerte, dit-on, aurait été donnée suffisamment à temps sans réelle incidence sur le fonctionnement des forces de sécurité qui auraient relativisé la menace.

Excédés par le cycle de violence qui a cours dans leur contrée, théâtre depuis octobre 2014 de massacres essentiellement à l'arme blanche ayant fait plus de 650 morts, les habitants de Beni et Lubero ont écrit dernièrement au chef de l'État, Joseph Kabila, via des structures de la société civile, lui demandant de déplacer l'état-major des Fardc de Beni vers les localités proches des zones où se déroulent les opérations militaires. Bien plus, ils proposent à ce qu'il puisse déclarer, dans l'urgence, un État de siège à Beni pour permettre aux forces de sécurité un cadrage optimal de la ville afin de dissuader toute velléité d'attaque.

A.D.

Un mort par balle dans la répression d'une manifestation

Un manifestant a été tué par balle mercredi lors de heurts avec les forces de l'ordre au cours d'une manifestation anti-gouvernementale à Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris de source hospitalière.

« *Cette personne a été tuée par une balle qui est entrée par le dos sans sortir de son corps* », a déclaré à l'AFP le Dr Jérémie Muhindo de l'hôpital de Beni, où plusieurs centaines de personnes manifestaient contre l'inaction des autorités contre les violences qui touchent la région depuis deux ans. « *Cinq personnes blessées dont trois par balles* », ont été admises pour des soins, a ajouté le Dr Muhindo. « *Un jeune homme a été tué par un policier près de la rivière Kilokwa* », a confirmé à l'AFP le président de la société civile de Beni Gilbert Kambale. « *Un policier a tiré à bout portant sur un jeune habillé en jeans* », parce qu'il paraissait « *le plus actif* » lors de la manifestation, selon un témoin de la scène près du grand marché de Beni. Le territoire de Beni et ses environs sont en proie à une série de massacres

principalement à l'arme blanche, ayant causé la mort de plus de 650 personnes depuis octobre 2014. La dernière tuerie d'envergure a vu 51 civils tués dans la nuit de samedi à dimanche dans des quartiers nord de Beni, à la lisière du parc de Virunga, repaire des rebelles ougandais de Forces démocratiques alliées (ADF), selon un bilan de la société civile de Beni. Le gouvernement évalue de son côté le total des morts à 42. La société civile de Beni avait décréé trois journées « ville morte » à partir de lundi. Les manifestants avaient noué autour de leurs têtes des étoffes tatouées « *Amani* » (paix, en swahili), pour clôturer le deuil.

En visite-éclair à Beni mardi, le Premier ministre congolais Augustin Matata a été hué par la foule qui l'a appelé à la démission, en accusant les autorités de n'avoir pas protégé la population contre ce danger « *bien identifié* ».

Le gouvernement congolais et la Mission de l'ONU en RDC (Monusco) attribuent ces tueries aux rebelles des ADF. Une version partiellement remise en cause par des experts qui imputent également une part de responsabilité à des soldats de l'armée régulière.

AFP

SANTÉ

Plus de sept millions de personnes à vacciner contre la fièvre jaune à Kinshasa

La campagne préventive de vaccination contre la fièvre jaune a été lancée au terrain assossa par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, en présence du ministre provincial de la Santé, du secrétaire général à la Santé, des directeurs du programme de lutte contre la maladie et du Programme élargi de vaccination ainsi que des différents partenaires, notamment les représentants de l'OMS, de l'Unicef, de la Jica, du DFID et de l'Usaid.



Le ministre de la Santé publique se faisant vacciner

Du 17 au 26 août, plus de sept millions sept cent quatre vingt six mille personnes seront vaccinées contre la fièvre jaune dans la capitale congolaise. Tout le monde sera vacciné allant de neuf mois à plus. Le ministre de la Santé publique a insisté sur le fait que même les femmes enceintes doivent être vaccinées durant cette campagne parce que, a-t-il dit, « nous sommes dans un contexte d'épidémie ».

Pour la ville de Kinshasa, la campagne préventive de vaccination

contre la fièvre jaune cible trente-deux zones de santé, à l'exception de trois zones de santé de Kinsenso, Nd'jili et Masina II qui avaient déjà vacciné contre cette maladie, déclarée épidémique par le ministre de la Santé publique dans trois provinces du pays dont Kwango, le Kongo central et Kinshasa.

La présente campagne concerne aussi les quinze zones de santé frontalières de l'Angola. Pour le

Kongo central, deux cent treize mille personnes sont attendues, au Kwango sept cent un mille deux cent soixante une personne sont ciblées. Dans les provinces du Kasai, neuf cent sept mille six cent quarante neuf personnes seront vaccinées contre soixante-treize mille trente-neuf au Kasai central et quatre vingt treize mille cinq cent quarante-six à Lualaba. Cette campagne est préventive. La validité du vaccin est d'une an-

née. Et l'année prochaine, le gouvernement entend organiser une autre campagne de vaccination contre la fièvre jaune pour conférer à la population une immunité à vie. « Pour la ville de Kinshasa, il s'agit de rappeler que cette campagne que nous lançons ce jour est dite préventive, c'est-à-dire des doses qui seront administrées au cours de cette campagne sont dites préventives pour empêcher l'extension de l'épidémie et confèrent une immunité qui dure au moins douze mois », a fait savoir le Dr Félix Kabange tout en ajoutant que le gouvernement compte « organiser l'année prochaine une autre campagne contre la fièvre jaune pour ces zones de santé, au cours de laquelle la population recevra une immunisation à vie ».

La vaccination se passera en sites fixes répartis dans toute la ville de Kinshasa et dans les quinze zones frontalières à l'Angola. Il a, à cet effet, invité la population à se rendre au site le plus proche de chez elle, lequel site sera communiqué par les relais communau-

taires pour se faire vacciner.

Le représentant de l'OMS en RDC, le Dr Yokouidé Allaranga, au nom du comité de coordination inter agence, lancé un appel à toutes les couches de la population à se faire vacciner. Aux parents, il leur a demandé de s'engager totalement en se faisant vacciner ainsi que leurs enfants et quel que soit son statut vaccinal. Aux leaders communautaires, religieux et décideurs de mobiliser la population vers les sites. Pour leur part, les personnels de santé doivent tout faire pour vacciner les personnes, à partir de neuf mois ou plus. « Car le comité de coordination inter agence réitère son engagement d'accompagner le gouvernement et le peuple congolais dans cette lutte », a-t-il rassuré. Avant de vacciner symboliquement quelques personnes, le ministre de la Santé publique s'est fait lui-même vacciner. Le geste a été apprécié par la population venue assister au lancement de la campagne.

Aline Nzuzi

Des experts et superviseurs sur le terrain pour lutter contre le choléra

Dans certaines provinces de la RDC, le choléra est devenu une maladie endémique. Pour faire face à cette maladie dont le nombre de décès ne fait qu'accroître, l'OMS qui vient en appui au gouvernement congolais déploie une trentaine d'experts et superviseurs centraux dont les épidémiologistes, logisticiens, mobilisateurs sociaux dans le but de renforcer la riposte sur le terrain. Ces experts et superviseurs centraux sont déployés le long du fleuve Congo et dans les provinces endémiques de l'est de la RDC.

Dans le même temps, indique un communiqué de l'OMS, trente nouveaux kits choléra ont été acquis par l'OMS sur les fonds mobilisés auprès de ses partenaires parmi lesquels le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations unies. « Ces kits sont déjà arrivés au port fluvial de Matadi, chef-lieu provincial du Kongo central et sont en cours d'acheminement dans notre entrepôt central de Kinshasa, avant leur distribution dans les provinces en épidémie », a indiqué le représentant de l'OMS en RDC, le Dr Yokouidé Allaranga qui a, par ailleurs, souligné que l'OMS a déjà envoyé deux kits choléra de trois tonnes et demie dans la province de Tshopo, puisés dans son ancien stock stratégique, afin d'endiguer l'expansion géographique de l'épidémie à partir du foyer de Kisangani.

Selon le représentant de l'OMS en RDC, une réponse multisectorielle, mettant en place des mesures sanitaires efficaces de prévention était « la meilleure option pour éviter que le choléra qui se diffuse le long du fleuve ne devienne une grosse épidémie d'ampleur sous régionale, touchant les autres pays voi-

sins de la RDC ». Des mesures sanitaires telles que « l'assainissement et l'accès à l'eau potable » étaient également essentielles dans cette situation d'urgence afin de faire baisser la mortalité, a-t-il encore expliqué.

Des kits supplémentaires

Selon l'OMS, trois kits choléra supplémentaires vont également être prépositionnés respectivement dans les trois autres provinces actuellement les plus touchées, à savoir Équateur, Mongala et Mai-Ndombe. Les flambées de choléra sont devenues de plus en plus fréquentes dans les provinces situées le long du fleuve Congo depuis 2011, mais grâce à l'intensification des actions de prévention et de lutte, l'épidémie est souvent restée sous contrôle. Depuis le début de l'année 2016 jusqu'à la date du 11 août, la Direction de lutte contre la maladie du ministère de la santé publique a communiqué à l'OMS un total cumulé de 15.521 cas avec 396 décès (taux moyen de létalité : 2,6 %) dans le pays. Ces chiffres portent à 34.646 cas suspects et 667 décès (létalité: 1,9 %) le nombre de cas et décès rapportés depuis le 1er janvier 2015. Environ deux tiers des décès rapportés en 2016 sont notifiés dans les provinces non endémiques (Équateur, Kinshasa, Lualaba, Mai-Ndombe, Maniema, Mongala et Tshopo). Cette tendance de l'épidémie est inquiétante alors que la période traditionnelle d'augmentation des cas n'est pas encore arrivée. Le manque d'eau potable et de l'hygiène individuelle et collective, la précarité du système de santé ainsi qu'aux capacités limitées des pouvoirs publics à organiser une intervention sanitaire d'urgence sont à la base de la propagation du choléra.

A.Nz.

200 000 \$ de la Chine pour appuyer la vaccination contre la fièvre jaune en RDC

La campagne préventive de vaccination contre la fièvre jaune sera lancée le 17 août à Kinshasa. Cette campagne concerne aussi les zones de santé frontalières à l'Angola dans les provinces du Kwango, Kongo-central, Kasai, Kasai-central et le Lualaba où des cas de fièvre jaune ont été notifiés.

L'organisation de la campagne de vaccination implique la mobilisation des moyens aussi bien matériels, logistique que financiers. Des partenaires qui appuient le secteur de la santé en RDC apportent leur appui pour aider le pays à couper la chaîne de transmission de cette maladie importée d'Angola. C'est dans ce cadre que la Chine vient d'apporter sa

contribution à l'organisation de cette campagne de vaccination contre la fièvre jaune. L'ambassadeur de la Chine en RDC, M. Wang, a remis au ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, un chèque de deux cent mille dollars américains. La cérémonie a eu lieu à l'hôpital de l'amitié sino-congolaise devant le personnel chinois et congolais de ce centre hospitalier. L'ambassadeur chinois en RDC, M. Wang, a salué la coopération entre les deux pays, coopération, dira-t-il, qui contribue à bénéficier à la population congolaise.

Un chèque symbolique a été remis au ministre de la Santé sous les applaudissements de l'assistance. À son tour, le ministre

de la Santé publique a remis ce chèque au secrétaire général à la santé, le Dr Marcel Mukengeshay, qui le remettra au directeur du Programme élargi de vaccination, le Dr Guylain Kaya. Après la remise de ce chèque, le ministre de la Santé publique et l'ambassadeur de la Chine ont procédé à la signature des accords pour formaliser cet appui financier de la Chine à la lutte contre la fièvre jaune. Juste après le ministre de la Santé publique et l'ambassadeur de la Chine sont allés visiter le scanner. Cette nouvelle acquisition va permettre d'accroître la capacité de détection des maladies et de perfectionnement du diagnostic.

A.Nz.

JO RIO 2016/ATHLÉTISME

Béatrice-Alice Kamuchanga éliminée aux préliminaires de 5000 m

L'athlète rd-congolaise de course de fond, Béatrice-Alice Kamuchanga n'a pas fait de miracle à Rio, le 16 août 2016, à l'épreuve de 5000 m dames. Elle a terminé dix-septième et dernière de sa série en 19 minutes 24 secondes.

« Elle n'a pas réussi à battre son propre record. Elle est éliminée dès les préliminaires... », a ajouté Thierry Kambundi de Radio Top Congo FM émettant à Kinshasa et faisant partie de la délégation partie de Kinshasa pour la ville olympique 2016. L'on rappelle que Kamuchan-

ga a participé aux Jeux olympiques sur invitation du Comité international olympique. Elle n'est donc pas passée par les épreuves qualificatives. La RDC n'a délégué que quatre athlètes à ces olympiades, et deux ont quitté la compétition.

Le judoka Rodrick Kuku Ndongala avait été sorti par un dominicain. Deux athlètes restent donc en lice, notamment le marathonien Salukombo Kamongwa Makorobondo et la taekwondoïne Rosa Keleku qui s'est qualifiée normalement pour les Jeux.

Martin Engimo



VIE DES PARTIS

Un mauvais vent souffle sur l'UDPS

Après le limogeage du secrétaire général, Bruno Mavungu, un groupe de fondateurs se réclamant de ce parti d'opposition, a décidé d'évincer de la tête de l'UDPS, Etienne Tshisekedi.

Une crise qui ne dit pas son nom couve actuellement au sein de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Les derniers développements de l'évolution de ce parti d'opposition sur fond d'une énième tentative de dédoublement de ses structures, ne laissent aucun doute sur la situation confuse qui le gangrène actuellement. Tout est parti du limogeage de l'ancien secrétaire général Bruno Mavungu dont l'indolence et l'immobilisme ne cadraient plus avec les aspirations de l'UDPS. L'intéressé qui avait maille à partir avec la base le soupçonnant d'accointances avec le pouvoir, au regard de ses prises de position souvent aux antipodes de celles défendues par la hiérarchie, était poussé à la porte de sortie.

Et la décision de l'écarter au profit de Jean-Marc Kabund Wa Kabund jusqu'alors président fédéral de l'UDPS/Kamina, n'était, en somme, que la résultante d'une série des faits qui éloignaient de plus en plus du leadership incarné par Etienne Tshisekedi. Le fait pour l'ex secrétaire général de l'UDPS d'avoir créé son propre parti politique, l'Union des dé-

mocrates pour la renaissance du Congo (UDRC), au lendemain de sa déféstation fait penser qu'il y a anguille sous roche. Pour certains esprits, Bruno Mavungu s'inscrirait dans une démarche de torpillage de l'UDPS quand bien même il déclare vouloir pérenniser l'œuvre des pères fondateurs du parti, notamment les treize parlementaires.

Et comme si cela ne suffisait pas après la rixe survenue le week-end dernier entre les proches de Bruno Mavungu et ceux de l'UDPS qui tenaient à lui empêcher de tenir son point de presse à la permanence du parti sur la 10è rue/Limete, ce fut au tour des pionniers de monter au créneau. Dans une conférence de presse tenue dans la foulée du chambardement intervenu au Secrétariat général, Corneille Mulumba et d'autres cadres du parti se réclamant de cette structure ont déclaré avoir pris des mesures conservatoires en vue de préserver les intérêts supérieurs du parti et du peuple congolais. Et parmi ces mesures, celle portant mise à l'écart d'Etienne Tshisekedi, accusé d'avoir accaparé le parti et d'en disposer à sa guise,

figure en bonne place.

Ce collège des fondateurs historiques de l'UDPS a jeté son dévolu sur Lusanga Ngiele pour remplacer le vieil opposant historique qui n'est plus habilité, selon cette structure, d'engager le parti « jusqu'à ce qu'il ait pris des distances d'avec le Rassemblement d'une part, et jusqu'à l'aboutissement de la procédure judiciaire ayant trait à la falsification des statuts du parti, d'autre part ». En attendant la tenue du Congrès de refondation du parti censé imprimer une nouvelle dynamique au parti, les pionniers de l'UDPS semblent tenir le gouvernail du parti au grand étonnement des partisans d'Etienne Tshisekedi. Ces derniers relativisent la portée des déclarations de Corneille Mulumba et ses amis attribuant leur démarche à une nouvelle forme de dédoublement que le pouvoir tente à l'UDPS. Pour eux, Etienne Tshisekedi, à lui seul, incarne le combat pour l'avènement de la démocratie et un Etat de droit en RDC et, par conséquent, il est difficile de le déchoir surtout pas par le « collège des fondateurs », une structure qui n'existe pas dans les statuts de l'UDPS. Ce qui ne fait qu'entretenir la confusion au sein du parti.

Alain Diasso

EX-KATANGA

Découverte du plus grand gisement de cuivre de haute qualité

Les résultats de forage au gisement Kakula de la mine Kamoia dans l'ex-Katanga exploitée par la compagnie minière Ivanhoe Mines laissent penser que la RDC pourrait abriter sur son sol la plus importante découverte de cuivre en Afrique.

Kakula. Ce nom est désormais sur toutes les lèvres, du moins dans le secteur minier, puisqu'il fait référence à un important gisement de cuivre. La compagnie minière Ivanhoe Mines, qui gère la grande mine de Kamoia d'où a été découverte celle de Kakula un peu plus au sud, peut s'estimer heureuse au regard du potentiel dont regorge sa nouvelle trouvaille. Alors que des découvertes antérieures avaient déjà établi Kamoia comme étant le plus grand gisement de cuivre de haute qualité non développé dans le monde, Kakula - situé à 25 km à l'ouest de Kolwezi et à 270 km de Lubumbashi - est venu, comme qui dirait, booster le projet de part son gigantisme et des atouts qu'elle renferme. « Nos derniers résultats de forage indiquent que Kakula pourrait se révéler être la découverte de cuivre la plus importante

d'Afrique », se félicite d'ores et déjà Robert Friedland, président d'Ivanhoe Mines. Cette découverte, a-t-il ajouté, est susceptible de changer complètement la donne dans la planification du développement du projet Kamoia. Les forages effectués à Kakula ont, en effet, mis à jour des couches disposant d'une teneur de cuivre de l'ordre de 3,59% à 8,11%, avec des teneurs de coupure (niveau minimum pour que l'exploitation soit économiquement rentable) de l'ordre de 1% à 2,5%.

Des données qui ont donné des idées à l'exécutif national qui a obtenu, à titre de préalable à son quitus à cette transaction, d'augmenter sa participation dans le projet de Kamoia de 5 à 20%. Ce qui n'est pas du goût de la société Ivanhoe Mines qui envisage une possible renégociation de la participation de Kinshasa dans le projet. La découverte de la mine de Kakula devrait réjouir le groupe minier chinois Zijin Mining autorisé en septembre dernier à racheter 49,5% de Kamoia Holding Limited qui détient 95% du projet de Kamoia pour 412 millions de dollars.

A.D.

SECTEUR EXTRACTIF

Des événements majeurs changeront la donne

En dépit d'un ralentissement provoqué par la crise mondiale, la RDC pourrait bien croire en une impulsion prochaine de son secteur minier qui reste la locomotive de sa croissance économique.

En effet, l'on signale un investissement de l'ordre de deux milliards de dollars américains de la société chinoise China Nonferrous Metal Mining (CNMC), partenaire de la Générale des carrières et des mines (Gécamines), dans le cadre du développement du projet de cuivre Deziwa, au Haut-Katanga. Entre-temps, les récents travaux de forage dans la mine de Kamoia ont conduit à la découverte de l'un des plus importants gisements de cuivre en Afrique. Autant d'événements qui expliquent sans doute les perspectives économiques plus clémentes pour le pays, avec des projections de taux de croissance de 7% en 2016 et 8% en 2017.

Citant la Gécamines, une source crédible a fait état d'un investissement lourd en cours. Il s'agit de deux milliards de dollars américains qui serviront à développer le projet de cuivre Deziwa en RDC. À travers cette opération, poursuit la source, la société chinoise China Nonferrous Metal Mining (CNMC), à l'origine de l'investissement, espère tirer en contrepartie une participation de 51% dans cette mine dont la capacité initiale de production est estimée à 80 000 tonnes de cuivre par

an. Mais le potentiel disponible est bien plus important car l'on parle d'au moins 5 millions de tonnes de cuivre l'an. Voilà un investissement qui devrait, espère-t-on déjà dans les milieux des experts, faire de la Gécamines un acteur majeur de la production mondiale du cuivre. En effet, il est prévu que la mine soit confiée pendant un temps à la CNMC qui en assurera le financement, la construction et l'exploitation. Il faudrait par la suite que la Gécamines rembourse le montant investi, par le biais d'un accord d'enlèvement de cuivre qui reste à conclure pour espérer détenir à nouveau le projet à 100%. D'autres détails du projet devraient suivre très prochainement.

Une telle initiative montre combien la Gécamines cherche résolument à peser sur ce secteur au niveau international. Les recettes produites par le géant minier représentaient dans les années 1980 50 à 60% du budget de l'État congolais. Aujourd'hui, tout est mis en œuvre pour y parvenir, notamment à travers le lancement depuis quelques années d'un programme de production et d'investissement qui l'aidera à dépasser les 74 000 tonnes de cathodes de cuivre en l'espace de 24 mois. La société commerciale cible ses principales filiales de production dont les mines de Kamfundwa et de Kamantanda capables de l'aider à atteindre son objectif.

Mais la grande nouvelle vient du canadien Ivanhoe Mines qui a dévoilé les résultats du forage du gisement Kakula, dans la mine de Kamoia située au sud de la province du Haut-Katanga. L'on parle d'une découverte importante de cuivre dans la partie sud du projet Kamoia. Et cette découverte aura certainement une implication directe sur la stratégie de développement du projet. En effet, il est question de la plus importante découverte de gisement en Afrique, renseigne la société. En se basant sur d'anciennes découvertes, la mine de Kamoia constitue le plus grand gisement de cuivre de haute qualité non développé dans le monde. Trois millions de tonnes de minerais, tirant en moyenne 3,86% de cuivre, devraient y être exploités par an. Cela donnera au moins 100 000 tonnes de cuivre par an sur deux décennies. Nous y reviendrons.

En RDC, le secteur minier représente jusqu'à 80% des investissements directs étrangers et 75% des exportations de la RDC. Le cuivre génère une part importante de ces recettes minières. L'on y trouve effectivement le nombre le plus élevé de sociétés minières en production, plus de 50% en 2013. D'où l'intérêt stratégique porté sur cette matière première qui a vu sa production multipliée par deux en 2015, atteignant 1,6 million de tonnes.

Laurent Essolomwa

MINES

La Gécamines compte augmenter sa production de cuivre

Le programme d'investissement et de production de la Générale des carrières et des mines (Gécamines) pour 2016 et 2017 prévoit de passer à soixante quatorze mille tonnes dès l'année prochaine. Ces perspectives plutôt reluisantes sont le fruit d'efforts multiples dont la réduction des dépenses, l'orientation des recettes vers la production, le meilleur accès à l'électricité et la relance progressive de ses différentes carrières.

Lors d'un tête-à-tête avec le gouvernorat de la nouvelle province du Haut-Katanga le 12 août, la direction générale de la société commerciale a fait le point sur la situation actuelle de la production de la Gécamines et les perspectives d'avenir. Il faut signaler, par exemple, la relance de la production dans les différentes carrières de la société, notamment Kafundwa, Shituru et Kingamyambo. Pour l'heure, la Gécamines est une société en cours de redressement. Elle figure sur la liste restreinte des entreprises publiques ciblées par les réformes de l'État pour leurs effets d'entraînement sur l'économie nationale : volume d'emploi, contribution au PIB et au budget, etc.

Pour relancer sa production de cuivre et même de cobalt, la Gécamines a mis sur pied un programme d'urgence de 16 mois avec des objectifs plutôt ambitieux à atteindre obligatoirement. Entre septembre 2014 et décembre

2015, le conseil d'administration a assigné un objectif de 51 000 tonnes de cuivre. L'idée était de dépasser la production mensuelle de 1 600 tonnes. Pour y parvenir, la société commerciale a mis en œuvre des politiques de performance, notamment la baisse des coûts de fonctionnement, la rationalisation des dépenses et la gestion parcimonieuse des multiples ressources de l'entreprise.

À titre de rappel, la Gécamines est un ancien fleuron de l'industrie minière en RDC. Mais il est bien révolu le temps où elle était en situation de surliquidité et arrivait ainsi à soutenir l'économie du pays. La trésorerie de la société est intervenue lors de la construction des villes de Lubumbashi, Likasi et Kolwezi. A

ctuellement, l'ancien géant du secteur minier s'impose une discipline de fer pour réussir son programme de production de cuivre pour les mois à venir.

L.E.

EMPLOI CHEZ LES 15 À 24 ANS

Un taux moyen de douze pour cent de jeunes chômeurs en RDC

À en croire les indicateurs de développement dans le monde (Banque mondiale, BM), l'Afrique serait la région du monde où l'on trouve les taux les plus élevés des chômeurs de cette tranche d'âge. Dans le continent africain, l'Afrique du Sud vient en tête avec près de 53 % de jeunes chômeurs. Au-dessus de la barre des 40 %, il y a des pays comme la Lybie (49 %), la Mauritanie (47 %), le l'Égypte (42 %) et le Mozambique (41 %). Par ailleurs, l'on trouve aussi des taux plutôt encourageants comme le Ghana avec à peine 3 %.

Globalement, l'on estime le total des jeunes de 15 à 24 ans dans le monde à environ 1,8 milliard. Dans le jargon de la BM, il s'agit d'une population «active». Selon l'institution de Bretton Woods, le tiers de cette population ciblée n'a actuellement pas d'emploi. Plus préoccupant, il ne suit pas des études et autres formations. Pour arriver à changer les choses, il est indispensable de relever plusieurs défis importants. En effet, au cours de la décennie prochaine, l'on s'attend à un milliard de jeunes supplémentaires. Malheureusement, seulement 40

% pourront décrocher un emploi. Pour arriver à renverser la situation, l'économie mondiale doit arriver à créer au moins 600 millions d'emplois au cours des dix prochaines années. C'est le prix à payer pour garder le rythme prévu des taux d'emploi des jeunes. Dans cette étude publiée par la BM, la RDC a une population de chômeurs représentant environ 12 % des jeunes de 15 à 24 ans. Pour nombre d'experts, il est important pour tout pays de disposer de ce genre de statistiques pour assurer la réussite des politiques nationales de l'emploi.

L'insertion au marché du travail, selon l'INS

En se référant aux données de l'Institut national de la statistique (INS 2015), la source officielle congolaise, il se dégage que les actifs de plus de 10 ans représentent au moins 56 % de la population globale, soit près de 29 millions d'individus. Dans la classification qui s'ensuit de cette population active, nous apprenons que plus de 70 % sont employés dans l'agriculture, un quart (24 %) dans le commerce ou les services et moins de 5 % dans l'industrie. Par ailleurs, le secteur tertiaire (commerce et services) prédomine en milieu urbain, avec un pic de 83 % à Kinshasa. Comme l'indique l'INS, l'ensemble du secteur informel (agricole et non agricole) vient à la première place, occupant près de 89 % des actifs occupés au niveau national.

Laurent Essolomwa

C2 - PHASE DES POULES

Mazembe battu par Medeama à Sekombi au Ghana

Le TP Mazembe a enregistré sa première défaite en phase des poules de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF).

Les Corbeaux de Lubumbashi ont été battus, le dimanche 14 août 2016 à Sekombi, par les Ghanéens de Medeama SC, en match comptant pour la cinquième journée. Deux buts à trois, ce fut le score de cette rencontre en défaveur des joueurs du coach français, Hubert Velud. Le onze de départ du club de Lubumbashi s'est composé de l'Ivoirien Sylvain Gbohhou dans les buts, d'Issama Mpeko, de Christian

tian Koffi Kouamé), Merveille Bope Bokadi, et le Ghanéen Daniel Adjei (remplacé à la 65e minute par son compatriote Salomon Asante). Le trio d'attaque a été formé par l'international ivoirien Roger-Claver Assalé (remplace à la 83e minute par Deo Kanda), Jonathan Bolingi Mpangi et le maestro zambien Rainford Kalaba.

La partie a débuté un peu dans le camp des Corbeaux. Et le Ghanéen Eric Kwawka a ouvert la marque pour les locaux à la 32e minute sur une balle arrêtée après une faute de Jean Kasusula. Sarpong Moses Amponsah a alour-

di la marque à l'heure de jeu sur penalty consécutif à une faute de main d'Issama Mpeko sans la surface de réparation. Mais, Mazembe a montré une capacité exceptionnelle de réaction.

À la 63e minute, Jonathan Bolingi a égalisé de la tête sur une passe décisive du géant défenseur malien Salif Coulibaly. À la 74e minute, c'est le maestro zambien des Corbeaux, Rainford Kalaba -qui fêtait son anniversaire le même dimanche- a remis les deux équipes à égalité, parachevant un centre de Salomon Asante prolongé de la tête par Jonathan Bolingi Mpangi. Alors que l'arbitre protocolaire indiquait trois minutes de temps additionnels, c'est à la 90+5e minute que Medeama SC a inscrit le troisième but de la victoire par le biais de Donsu Kwesi. Dans l'autre match du groupe, Young Africans de la Tanzanie a disposé de Mouloudia Olympique de Bejaia (MOB) par un but à zéro. Ainsi, les Corbeaux de Lubumbashi, déjà qualifiés pour la demi-finale, ont encore les manettes entre les mains pour finir premier du groupe ; ils recevront le 23 août 2016 en dernière journée les Tanzaniens de Young Africans (3 points) dans leur temple de Kamal City à Lubumbashi. Mazembe, premier avec 10 points, n'aura besoin que d'un match nul pour conforter sa première position du groupe. Avec 8 points, Medeama SC est appelé à l'exploit en déplacement en terre algérienne face à MOB (5 points) en dernière journée.

Martin Enyimo

ÉDUCATION

Début de la campagne nationale d'inscription d'enfants en 1^{re} primaire

La campagne nationale d'inscription de plus de deux millions d'enfants âgés de 6 à 7 ans en 1ère année primaire a été lancée récemment par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et initiation à la nouvelle citoyenneté (EPS-INC), Maker Mwangu Famba, au complexe des écoles primaires d'application 1 et 2 dans la commune de Limete à Kinshasa.

Le lancement de cette campagne a été une occasion pour Maker Mwangu de faire un appel vibrant aux parents et à tous les membres de la communauté pour qu'ils fassent inscrire tous les enfants en âge d'aller à l'école. Maker Mwangu a rappelé le contexte qui a conduit à l'organisation de cette campagne d'inscription d'enfants en 1ère année primaire. En 2012, explique-t-il, une étude menée par le ministère de l'EPS-INC avec l'appui de ses partenaires a révélé qu'en RDC au moins sept millions quatre cents enfants et adolescents étaient en dehors de l'école. En 2014, le Rapport d'État du système éducatif de 2014 qui indique que l'évolution de la proportion des enfants en dehors de l'école connaît une baisse régulière en RDC depuis 2007. Auparavant, la représentante adjointe de l'Unicef en RDC, Sylvie Fouet, a fait savoir que plusieurs interventions seront menées durant

cette campagne. Notamment la sensibilisation des parents et la distribution gratuite de kits scolaires offerts par l'Unicef à 1,4 million de nouveaux élèves à l'école, la récupération dans le cadre de la campagne porte-à-porte d'environ cinq cent mille enfants non inscrits dans les deux semaines suivant le démarrage de l'année scolaire.

Sylvie Fouet a, par ailleurs, salué l'initiative de la RDC de créer une classe pré-primaire qui a un impact positif sur l'accès des jeunes enfants à une éducation primaire comme une alternative crédible au développement d'un système d'encadrement de la petite enfance étalé sur une période de 3 ans. Initié avec l'appui de l'Unicef au cours de l'année scolaire 2015-2016, ce programme pilote devrait permettre l'inscription dans le temps de trente cinq mille enfants issus des milieux défavorisés et d'améliorer leurs résultats grâce à la préparation qu'ils auront reçue lors de cet encadrement. Au cours de la cérémonie de lancement de la campagne d'inscription, la représentante adjointe de l'Unicef a remis symboliquement les fournitures scolaires, don de cette agence de l'ONU au ministre de l'EPS-INC. Celui-ci les a remises aux autorités scolaires et aux autorités de Kinshasa qui, à leur retour, les ont remises aux élèves.

Aline Nzuzi

DÉFAITE DE MAZEMBE AU GHANA

Un match test selon l'entraîneur Hubert Velud

L'entraîneur français du TP Mazembe, Hubert Velud, est revenu sur la défaite de son club le 14 août à Sekombi face à Medeama SC du Ghana en match comptant pour la cinquième journée de la phase des groupes de la Coupe de la CAF.

C'est sur le fil que Mazembe s'est incliné face à Medeama SC -qui évoluait à domicile- par deux buts à trois. Et le technicien français a indiqué sur le site web officiel du club lushois : « Encaisser trois buts, c'est trop lorsqu'on veut avoir un résultat positif à l'extérieur. La seule image que j'ai aimée dans ce match, c'est la prestation de mes joueurs en deuxième mi-temps. À 2-0, on a eu la capacité de remonter. Ce que je n'ai pas compris est qu'en fin de match, l'arbitre a décidé de faire jouer plus de cinq minutes et laisser Medeama revenir au score sur une position litigieuse. Déjà à 2-2 jusqu'à la 90e minute, c'était compliqué pour nous de gérer le match devant une équipe qui s'était lâchée sur le terrain. Alors aller au-delà des minutes indiquées pour le temps additionnel, c'était difficile de supporter ça ».

Pour l'entraîneur français, ce match a été un test avant les demi-finales. « De toute façon, on est déçu parce que quand le Mazembe se présente dans un stade, c'est pour une vic-



toire. Ça fait partie de l'image du club pour préparer la suite, on avait envie de gagner même si l'objectif premier était de préparer les demi-finales. On n'est pas parvenu à dominer Medeama pendant une heure, on a réussi à le faire pendant au moins 25 minutes lorsqu'on a mis nos deux buts. On a alors retrouvé le vrai Mazembe mais c'était insuffisant par rapport à ce qu'on a fait avant », a-t-il dit.

Hubert Velud a noté que Mazembe a été inconstant dans le jeu que Medeama tenait mentalement au succès : « On était inconstant et pas assez régulier dans notre jeu pendant plusieurs minutes. En revenant dans le jeu par intermittence tout en étant dangereux devant le but ghanéen. La deuxième mi-temps était à notre avantage mais félicitation à Medeama qui s'est battu jusqu'au bout. Mentalement, Medeama voulait la victoire plus que nous ».

M.E.



Vue du match entre Medeama et Mazembe à Sekombi au Ghana (photo tpmazembe.com)

Luyindama, du Malien Salif Coulibaly et de Jean Kasusula en défense. Au milieu de terrain, on a retrouvé le milieu international zambien Nathan Sinkala (remplacé à la 71e minute par l'Ivoirien Chris-

INDUSTRIE

Eco Oil relance la filière arachidière dans la vallée du Niari

Douze mois après son implantation dans la Cuvette, la Cuvette ouest et la Sangha où est installée son usine de production d'huile de palme et de margarine, la société Eco Oil a lancé mardi ses activités à Kayes, dans la Bouenza.

Composée de trois lignes de production, notamment celle d'huile d'arachide raffinée ; de jus de fruit, actuellement opérationnelle, et celle de pâte à tartiner en cours de réalisation, l'usine de Kayes dispose d'une capacité de production de 40 millions de litres d'huile d'arachide par an.

Selon la direction d'Eco Oil Energie, la société va s'approvisionner, dans le cadre de sa production, auprès des agriculteurs et planteurs des départements de la Bouenza, du Niari, de la Lékoumou et des Plateaux à hauteur de 100 000 mille tonnes d'arachides décortiquées par an. Pour soutenir sa production, la société envisage de lancer un ambitieux pro-

gramme appelé Eco plus. « *Eco plus dans l'entrepreneuriat social est un ensemble de mesures que nous mettons à la disposition des agriculteurs et planteurs pour les aider à satisfaire la demande en matière première de notre nouvelle usine* », a déclaré un des responsables d'Eco Oil lors du lancement de l'usine de Kayes.

A Kayes où elle vient nouvellement de s'installer, Eco Oil entend accompagner les agriculteurs et planteurs à travers trois programmes. Il s'agit d'Eco plus famille ; Eco Asso et Eco Pme. D'un montant global de 140 millions FCFA, ces différents programmes sont tout à la fois des exploitations gérées par une famille, des associations et par un ensemble de personnes organisées en petites et moyennes entreprises (Pme).

En fonction de son programme, l'accompagnement d'Eco Oil est évalué à un montant total de 81 milliards FCFA à payer aux producteurs par an. Ce montant



Denis Sassou N'Guesso à la société Eco Oil payer aux producteurs de la Bouenza (30 mille hectares) ; 33 milliards à ceux du Niari (40 mille hectares) ; 165 milliards aux populations de la Lékoumou (20 hectares) et 7,5 milliards aux producteurs des Plateaux, soit 10 mille

tient compte des spécificités et des productions de chacun des quatre départements ciblés dans la mise en œuvre de ses activités.

« *Selon le programme, nous adoptons notre accompagnement à 24 milliards FCFA à*

hectares », a précisé la direction générale.

En effet, la nouvelle usine d'Eco Oil dispose également d'une capacité de production de 35 millions de litres de jus de fruit qui seront commercialisés sous le nom de « Les Délices de la vallée du Niari ». Sa production représentera 100 hectares d'arbres fruitiers en provenance de la station fruitière de Loudima dans la Bouenza et de dix autres départements du pays dont le Pool, la Sangha et la Likouala.

Ce projet est évalué, d'après la direction d'Eco Oil Energie, à 82 milliards FCFA à partager par an aux agriculteurs et planteurs des différents départements ciblés.

« *Les filières arachidière et fruitière représentent un total de 163 milliards à partager par an dans les dix départements du Congo soit 13,5 milliards par mois (...)* », souligne la direction d'Eco Oil.

Guy-Gervais Kitina

AFRIQUE DU SUD

Rupture du tendon d'Achille pour Mafoumbi



Triste nouvelle pour Christoffer Mafoumbi, qui s'est gravement blessé, dix jours après s'être engagé en faveur de l'équipe sud-africaine des Free State Stars. Samedi, à l'entraînement, le gardien international s'est blessé et une rupture du tendon d'Achille. « *On faisait du spécifique gardien, en mettant l'accent sur les sorties aériennes* », explique le gardien congolais.

L'ancien Lensois a vu un spécialiste ce lundi matin et a reçu le verdict : 3 mois d'absence. « *C'est un coup dur, mais je me dis que ça aurait pu être plus long. Et que dans 3 mois, il y aura encore des matchs de championnat à jouer* », relativise le gardien de 22 ans (ndlr : le championnat sud-africain début fin août et se termine le 27 mai).

Camille Delourme

LIGUE DE BASKETBALL DE BRAZZAVILLE

Les entraîneurs à l'étude du jeu réduit

Près d'une vingtaine d'encadreurs de la ville capitale ont mis à jour leur savoir sur le système de jeu réduit et de nombreuses nouvelles notions du basketball dans un clinic tenu le 17 août.

« *Nous sommes dans le besoin de toujours apprendre d'autant plus que sans formations, il n'y a pas de développement du basketball. Nous sommes donc animés par la volonté de faire en sorte que nos entraîneurs et nos joueurs soient toujours à la page* », a déclaré le président de la ligue départementale de la discipline, Fabrice Matève Makaya, justifiant l'importance de cette formation d'entraîneurs animée par un expert de la Fédération Internationale de Basket (Fiba), Blaise Balékéta Louamba, un Congolais en service à l'étranger.

La formation, principalement axée sur le jeu réduit, n'a duré qu'un jour. Des échanges en série de questions-réponses et propositions ont ponctué les travaux avec, bien entendu, des projections vidéos visant à illustrer la théorie. Des rencontres des Diables rouges du bas de leur niveau et celles des grands clubs américains du haut de leurs talents, pouvait-on y voir. Le thème du jeu réduit, animé par l'expert Fiba, Blaise Balékéta Louamba, avait déjà fait l'objet d'une formation à Belgrade en Serbie. « *Le basketball actuel sans le jeu dans les compartiments ne ressemble à*



Les participants à la formation Crédit photo Adiac

rien », a-t-il fait savoir. Il était donc nécessaire que les entraîneurs de la ligue de Brazzaville renouvellent leurs connaissances à propos.

Le jeu réduit au basketball, se joue dans une zone circonscrite du terrain entre deux ou trois joueurs par rapport aux relations post-bas, post-haut et base, selon les explications de l'entraîneur, Habib Miyouna Bikoumou, un des participants à la formation. Celui-ci s'est satisfait de la formation qui lui a permis découvrir ce qu'il ignorait jusque-là. « *J'ai personnellement appris beaucoup de choses notamment la nomination des joueurs sur l'aire de jeu : base, extrême et les postes. Contrairement à l'ancienne appellation : à*

l'allier, le meneur et le pivot qui ne sont plus d'actualité », a expliqué l'entraîneur.

Le président de la ligue ne l'a pas démenti. « *C'est toujours*

« *benéfique que nous reparitions à l'école. Le sport évolue au fil des temps, il y a des nouvelles méthodes d'entraînement, une évolution dans le langage et sur le terrain* », a reconnu Fabrice Matève Makaya pour qui cette formation a été d'une grande importance dans le renforcement des capacités des entraîneurs qui, à leur tour, auront la responsabilité de transmettre ces connaissances nouvellement acquises aux joueurs qu'ils encadrent. Le représentant de la Fédération congolaise de basketball, Albert Mboussa, ayant ouvert les travaux, a, par ailleurs, salué le travail de l'expert, encouragé les entraîneurs et félicité la ligue départementale de Brazzaville.

Rominique Nerplat Makaya